

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

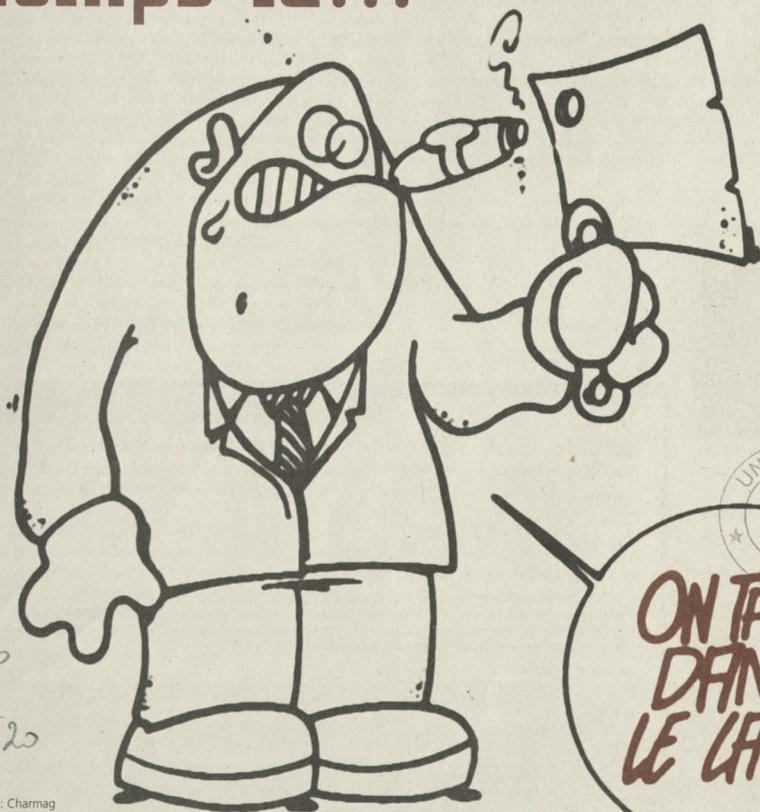
le monde libertaire

et pendant ce temps-là...

Retraites: le
problème, c'est
le capitalisme.

L'Europe
des flics se
peaufine.

Chômeurs dans
la broyeuse de
l'insertion.



**ON FAIT
DANS
LE LARD!**

Fop
2520

Dessin: Charmag



2€

ISSN 0026-9433

*« La guerre serait un bienfait des
dieux si elle ne tuait que des professionnels. »*

Jacques Prévert

hebdo n° 1315

du 10 au 16 avril 2003

Sommaire

- Le **capitalisme**, source de tous les maux, page 4
- Plus qu'anticlérical, plus que laïque, **athée** ! Lucifer reprend du service, page 5
- Les **priorités** de Chirac, le fric, le flouze, la fraîche pour les siens, la merde pour les autres, page 6
- Frédo Ladrissse relève les **perles** médiatiques de la semaine, page 7
- Camps et charters**, le service « open tour » mis en place par Sarkozy, page 7
- Mandat d'arrêt **européen**, nul n'est censé ignorer les lois des pays européens, page 8
- Informations brèves et décousues sur les **migrations**, par Hervé, page 10
- Les graines de l'anarchisme sont semées en **Indonésie**, page 11
- En **Uruguay**, des anarchistes pour une stratégie de terrain à l'échelle du continent, page 12
- La préservation des privilèges et de l'ordre capitaliste passe par les structures d'**insertion**, page 14
- Carnets de route de **Marinus Van der Lubbe**, l'incendiaire du Reichstag, par André, page 16
- Une **école** de troisième type ou « la pédagogie de la mouche », par J.-M. Raynaud, page 17
- Les « billets de Dag(erman) », recueil de poèmes satiriques, par Ch. Jacquier, page 18
- Créativité, inventivité, *poiësis*, le « faire » propre à tout un chacun, par A. Bernard et P. Garnier, page 19
- Agenda**, page 22
- Radio libertaire**, page 23
- La coopérative zapatiste Mut Vitz livre son **café**, page 23
- Programme du **forum Léo-Ferré**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (* DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 99

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire, du 10 au 16 avril 2003



L'IMAGE de marque de la France est préservée. Sans rougir, et ce grâce au courage et à la ténacité d'un seul homme, la France, qui s'exprime à travers lui, peut clamer à la face du monde qu'elle est dans le camp de la paix, de la démocratie et de la défense des droits de l'homme. Quelle fierté! Le peuple reconnaissant exprime sa gratitude à celui qui a su troquer son costume de « super-escroc », pour celui, plus confortable, de « super-héros ». D'après les habituels pourcentages, 75 % de la population accorderait sa confiance à Jacques Chirac, et se réjouirait de sa politique extérieure. Quelle morne et dangereuse réjouissance pourtant, au regard de ce qui se trame dans les coulisses de la politique intérieure. Ici la guerre est ouvertement déclarée et la faveur du bon peuple importe peu. Si nous avions eu l'impudence de l'oublier, Sa Sainteté monseigneur Jean-Pierre Raffarin a su nous le rappeler, au détour d'une magnifique métaphore, de celles dont il est devenu le maître incontesté. « Il y a un pilote dans l'avion », a-t-il déclaré le 3 avril sur France 3 et France Info. Et à l'instar de son compère Nicolas Sarkozy, qui comme il l'avait promis, s'applique à bouter hors de France ou à mettre sous les verrous tous les indésirables, Raffarin ne renie en rien ses promesses. Disparition du service public, disparition de la Sécurité sociale, disparition des retraites, bien sûr tout cela à petit feu. Bref, comme prévu les riches vont s'enrichir et les pauvres s'appauvrir. Et ces derniers n'ont qu'à mourir en silence, afin de ne pas troubler ces premiers dans la célébration de leur victoire.

L'ennemi s'est déclaré, à nous de nous défendre. Car nous ne sommes pas une masse indistincte de Français, de citoyens ou de manifestants, dont l'expression se réduit à ces fichus pourcentages, dont se gargarisent les médias. Nous sommes bien plus. Nous sommes des individus capables de penser et d'agir, capable d'œuvrer par nous-même à la construction d'un monde qui se rapprocherait davantage de nos aspirations. L'idée d'un État bienfaiteur, porteur du bien public est un mythe. Abattons-le.

Journée d'action ou dos rond ?

Max Lhourson

LA JOURNÉE D'ACTION SYNDICALE du 3 avril sur les retraites a été un succès. Des centaines de milliers de personnes dans les rues de toutes les grandes villes, Paris et Marseille en particulier, une grève assez bien suivie dans la fonction publique... Mais les autres, les millions de travailleurs qui ne sont pas fonctionnaires, on ne les a pas beaucoup entendus. Force est de remarquer que, sur le sujet des retraites, les confédérations semblent plus défendre les régimes particuliers que le régime général. Même la revendication – par ailleurs légitime – de Force ouvrière, le retour aux 37,5 annuités pour tous, apparaît plus comme une manœuvre destinée à protéger la fonction publique que comme un slogan mobilisateur pour le privé.

Et c'est, somme toute, normal: il y a belle lurette que les salariés du secteur privé ne se sont pas battus collectivement. La grande idée de grève générale a été galvaudée, assimilée à des journées d'action ponctuelles sans aucun résultat, généralement peu avant les élections professionnelles. La gauche parlementariste a démantelé les bastions ouvriers. Les rares conflits prennent l'allure de combats désespérés d'arrière garde. On ne se syndique plus, on ne fait pas de politique. Profil bas, et pourvu que le coup tombe sur le voisin.

Mais le patron, lui, de la politique il en fait. Et pour commencer, il a réussi à nous convaincre que nous n'existons pas. Oui, oui! La classe ouvrière a disparu, corps et bien. Qui produit? Qui rend disponible ce qui est produit? Les tauliers peut-être? Bien sûr que non. Savez-vous quels sont les deux groupes sociaux majoritaires, et de loin, dans la population active en France? Les ouvriers et les employés. Et qui est-ce qu'on entend le

moins? Vous m'avez compris. La vraie force des patrons, elle est là. Comme de tout petits cornacs sur de très gros éléphants, ils tiennent sur notre dos parce qu'on n'imagine pas le monde sans eux.

C'est une priorité: le monde prolétaire doit se réorganiser – avec ou sans les confédérations. Se réorganiser et passer à l'offensive. C'est des efforts, c'est des difficultés, c'est des conflits, mais c'est le seul chemin vers l'émancipation. Cinq cent mille manifestants défendant leur statut, c'est bien. Mais huit ou dix millions de grévistes défendant leur bifteck, c'est mieux. Ce n'est pas tout de rêver et de se préparer à un nouveau 1995. Parce qu'en 1995, la grande majorité des travailleurs, ceux qui ont fait la fameuse « grève par procuration », celle qui consistait à marcher sans rouscagner contre les grévistes pour aller, soi-même, bosser, se sont fait avoir. Les 40 ans de cotisation, on les a eus, malgré notre pédestre héroïsme.

Le chien du fusil

Un gendarme a tué un cambrioleur d'une balle de fusil à pompe lors d'une interpellation. Il se trouve que ce cambrioleur avait deux chiens dont l'un non attaché dans sa voiture. Lors de l'interrogatoire du flic, qui a suivi la bavure, celui-ci a indiqué que c'était le chien qui avait déclenché le coup de feu en se jetant sur l'arme. Je nettoiyais mon chien et le coup est parti tout seul...

Le sommet du G8 sur l'environnement, initialement prévu à Angers, se tiendra finalement à Paris les 25, 26 et 27 avril.

S'il y a un problème c'est le système capitaliste

REGULIÈREMENT depuis au moins dix ans avec d'autant plus d'insistance, revient le prétendu problème des retraites souvent associé avec le financement de la Sécurité sociale. Chacun y va de son couplet à grand renfort de chiffres sur la démographie, la croissance, l'espérance de vie galopante, etc. Les rapports succèdent aux rapports, plus techniques et plus incompréhensibles les uns que les autres pour en laisser l'interprétation aux experts de tout poil (du permanent syndical au chercheur de l'Inserm).

Responsabilité syndicale et politicienne

La dernière élection présidentielle a donné de l'assurance à un président et à un gouvernement élus à 82 % des suffrages. N'en déplaise aux farceurs de la gauche, de l'extrême gauche et des syndicalistes aux ordres, le plébiscite de Chirac sera déterminant sur la perception de sa légitimité politique.

La Bourse ou la vie

Le système de solidarité, dit de répartition, est le seul au monde à résister aux assauts de la spéculation. Mais quand la capitalisation apparaît, même à un faible pourcentage, c'est tout le système qui est mis à mal. L'exonération des charges sociales sur les cotisations à la Prefon ou sur l'épargne salariale permet surtout d'avantager financièrement l'encadrement dans la fonction publique et de ne pas augmenter les salaires dans le privé. Heureusement, les effondrements de certains fonds de pension et la ruine de leurs « épargnants » ont donné un coup d'arrêt à la propagande politique et médiatique sur ce système qui change de nom mais pas de contenu.

Collaboration syndicale ordinaire

C'est par un communiqué laconique du 29 janvier 2002 que la CFTD, CFTC, CGC et CGT nous apprennent qu'ils vont prendre soin des salariés et gérer majoritairement l'épargne salariale dans des investissements qu'ils auront jugés « corrects ou éthiques ». Le 8 janvier 2003 le *Canard enchaîné* nous apprend que les gestionnaires des Assedic où figurent tous les syndicats représentatifs, viennent d'accepter que la cotisation de retraite des chômeurs soit multipliée par 2,5! Dans ce domaine il y a avait déjà l'Arpe que défendent tous les syndicats et qui permettait aux patrons de se débarasser des salariés âgés en tirant des fonds des Assedic, etc.

La base et le sommet

L'exemple d'EDF-GDF est significatif à cet égard. Un accord concocté avec les syndicats dont la CGT - qui a la majorité absolue dans ces entreprises - vient d'être rejeté par des travailleurs qui ont flairé le piège de l'adossement au régime général et refuse les « augmentations jugées nécessaires ». Dans les autres entreprises publiques ou administrations, c'est la même contradiction entre des syndicalistes de base, souvent sincères mais crédules, et des permanents jouant le double jeu, négociant en catimini des accords bidons.

Ni démagogie ni défaitisme

Si certaines revendications pour l'égalité entre public et privé réapparaissent et nous réjoignent, il ne faudrait surtout pas tomber dans la démagogie. Les attaques sur le privé ont eu lieu en 1993 et n'ont pas donné de réactions notables. Pour revenir sur les décisions de l'époque, il faudra que les travailleurs du privé s'y mettent, et ce ne sont pas des déclarations d'intention qui pourront changer les données. Quant aux déclarations sur le maintien des régimes spéciaux pour les travaux pénibles, tous ceux qui se sont bagarrés pour qu'ils existent (hormis les secteurs répressifs où la fonction sociale de maintien de l'ordre a été déterminante) savent qu'ils ont été obtenus de haute lutte et qu'ils ne seront maintenus ou étendus que par elle.

La croissance, une solution ?

Des chiffres sur le PNB (produit national brut), considéré ici et là comme la richesse,

nous interpellent sur le devenir du monde. En effet, les promoteurs, malheureusement trop nombreux, oublient, quand cela les arrange, les dégâts irréversibles de cette solution miracle et ce que cachent les chiffres. L'exemple de l'accident de la route est le plus parlant puisque, en faisant intervenir police, ambulance, dépanneur, garagiste, hôpital, médecin, pharmacien, assurance, justice, etc., un trajet qui finit mal est censé enrichir la nation plus qu'une arrivée à bon port! On comprendra aisément toute l'hypocrisie et l'absurdité qui règnent dans ce domaine et que de réelles catastrophes pour l'humanité soient une aubaine pour le capitalisme.

Pourquoi accepterions-nous des sacrifices ?

Le système capitaliste est incapable de répondre aux aspirations les plus élémentaires comme la possibilité de vivre tranquille après des années de labeur. Il montre qu'il peut dépenser des sommes considérables pour l'armée, la guerre, la police, les politiciens, etc., laisser mourir de froid, de faim ou d'ennui des milliards d'individus et contaminer la planète entière pour assouvir ses besoins de profit. Il atteint maintenant ses limites en mettant l'humanité en péril. Il appartient donc aux hommes et aux femmes de relever le défi incontournable d'achever ce système inique et de réaliser leur émancipation.

CNT-AIT

clo CTC, 151 rue Dejean
80060 Amiens cedex 09



**LA MONDIALISATION
C'EST LA GUERRE!**

**PARTAGEONS
LES
RICHESSES**

Cette affiche, éditée par le groupe Sacco-et-Vanzetti de la FA est toujours disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e, 50 exemplaires pour 6 euros.

Fédération anarchiste
145, rue Amelot, 75011 Paris

Athée !

« Si Dieu existe, l'homme est esclave. Si l'homme est libre, Dieu n'existe pas. Je défie qui que ce soit de sortir de ce cercle. Et maintenant, choisissons ! » Voilà l'alternative que posait Michel Bakounine. Et il optait, évidemment, pour la liberté, la liberté absolue. Le choix fondamental est bien là. Bien sûr, la réfutation méthodique des affirmations de la Bible et du Coran est nécessaire.

Ce travail de critique rationnelle a été fort bien mené par de nombreux auteurs. Nous y reviendrons. Mais il a quelque chose de laborieux. Il n'est pas décisif, sauf pour des intellectuels à l'intégrité totale, comme Ernest Renan.

Bakounine voit l'essentiel.

En quatre phrases fulgurantes, il pose la vraie question. Il refuse l'aliénation, la reconnaissance d'un dieu qui impliquerait la soumission, le renoncement à soi-même.

Le choix de Bakounine est plus authentique, plus profond, que le pari de Pascal.

Max Nettlau, qui a publié les œuvres de Bakounine, le caractérisait comme un « être d'énergie ». Il mettait sa passion au service de sa raison. C'est la flamme du rebelle qui a nourri ces quatre phrases.

Il les reprendra plusieurs fois. Notamment dans le *Catéchisme de la franc-maçonnerie moderne* et dans *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme*. C'est l'idée centrale de son texte *Dieu et l'État*, texte extrait d'un manuscrit inachevé de 1870 et maintes fois publié en brochure. On la trouve au 145, rue Amelot.

C'est le même défi, le même refus, le même orgueil qui habitait Aristide Lapeyre, animateur d'un groupe anar dans les années vingt, il militera jusqu'à sa mort en 1974 sur la même ligne : plus qu'anticlérical, plus que laïque, athée ! Cela lui vaudra d'être surnommé « Lucifer » lors d'un débat contradictoire. Il adopta ce nom romantique, qui signifie « porteur de lumière », comme pseudonyme. Son groupe aussi, et sa publication. De 1919 à 1934, il y eut 26 livraisons de *Lucifer*, « organe de pensée libre et de culture individuelle ». Et voilà pourquoi l'auteur de ces lignes a relevé le nom dans le *Monde libertaire* en 1995, et reprend du service aujourd'hui. Tous rebelles !

Lucifer

École émancipée les enjeux de la crise

François Coquet

LE MONDE LIBERTAIRE a dénoncé à plusieurs reprises le hold-up scandaleux dont l'École émancipée est la victime. Cet article se propose de mettre en évidence quelques aspects de cette crise qui concernent en fait l'ensemble du mouvement syndical révolutionnaire d'aujourd'hui.

Tout d'abord, on hésiterait presque à le souligner encore, au travers de cette crise s'affrontent deux conceptions antagonistes du syndicalisme : le syndicat outil de lutte autonome, à la stratégie propre, contre le syndicat relais dans le mouvement ouvrier de décisions politiques issues d'un parti avant-gardiste. En gros, la charte d'Amiens contre la vision léniniste classique. Les anarchistes, qui prônent là comme toujours la prise en charge directe de leurs intérêts par les personnes concernées, sont historiquement proches de la charte d'Amiens (ce qui ne les empêche pas de faire de la propagande anarchiste dans leurs syndicats). De même, il est cohérent pour un parti gauchiste, même surfant sur une vague pseudo-libertaire, de pratiquer l'entrisme et l'instrumentalisation, que ce soit dans le monde syndical ou, par exemple, dans les forums anti-G8. « L'École émancipée est notre instrument dans la FSU », affirme benoîtement un texte interne de la LCR.

Au-delà d'une appropriation infondée, on ne saurait mieux exprimer une conception de l'outil syndical qui sera toujours celle des léninistes, et toujours combattue par les anarchistes.

Pour autant, ces deux conceptions du syndicalisme ont cohabité plus ou moins facilement, mais sans clash irréparable, au sein de l'École émancipée pendant des décennies. Mais l'évolution récente du paysage politique et syndical a créé des situations nouvelles rendant ce « compagnonnage » clairement impossible à prolonger.

Le processus de scission s'est déclenché sur la question de la participation ou non aux exécutifs nationaux dans la FSU. Plans de carrière personnels mis à part, participer à ces exécutifs a un sens politique clair dans un contexte d'affaiblissement du Parti communiste, de perte de crédibilité de feu la « gauche plurielle », et de la montée parallèle de formes originales de militantisme dont Attac est la plus connue : il y a un champ politique à investir à gauche du PS, et la LCR y voit une opportunité historique. La FSU, à la direction communiste en proie au doute, est un très bon terrain d'essai pour expérimenter une « collaboration plus ou moins critique, mais constructive ».

Celles et ceux pour qui le syndicat n'a pas vocation à être utilisé à des fins politiciennes se sont vigoureusement opposé(e)s à cette tactique, et la scission de l'ÉE s'est ensuivie. Mais il y a autre chose : la FSU a hérité de la défunte Fen (fédération quasi hégémonique dans l'enseignement jusqu'aux années 80) l'existence officielle et organisée de tendances opposées, qui ont fini par se réduire en gros à une tendance majoritaire (Unité et action) communisante, et une opposition interne, l'École émancipée. Cet acquis historique avait un intérêt majeur : il permettait de concilier un militantisme de base efficace et l'affichage clair d'une opposition à la ligne de la direction syndicale. Dans une certaine mesure, c'était aussi un frein, au moins à l'échelon local ou départemental, à la dérive bureaucratique qui guette les directions syndicales (ça aussi, l'histoire nous l'a appris). À partir du moment où l'opposition devient un appendice de la direction (jusqu'à ne plus s'opposer, et pour cause, au rapport d'activité national), la normalisation, l'homogénéisation, et pour tout dire la stérilisation de ce qui restait de vivant et de non contrôlé dans la FSU est inévitable. suite page 6

Les enjeux de la crise de l'École émancipée suite de la page 5

Un autre processus récent ayant attisé les antagonismes au sein de l'ÉE, est la multiplication des boutiques syndicales (CGT, FO, Sud, CNT) dans l'Éducation nationale. Analyser les raisons qui ont poussé des militant(e)s syndicalistes et pédagogiques à investir ces syndicats plutôt que la FSU serait trop long ici (mais l'homogénéisation croissante de la FSU n'y est pas étrangère); toujours est-il que le phénomène a pris suffisamment d'ampleur pour ne pas pouvoir laisser l'École émancipée indifférente. Le problème est donc de savoir si l'ÉE se cantonne à un rôle de tendance strictement interne à la FSU, où si elle s'ouvre aux camarades ayant fait d'autres choix de fédération, devenant ainsi un pôle de convergence, de débats, de coordination pour les camarades se retrouvant dans les principes du syndicalisme émancipateur, quelle que soit par ailleurs leur étiquette syndicale.

Pour trancher ce dilemme, là encore les deux conceptions antagonistes s'affrontent. Soit une direction politique (en l'occurrence la LCR) fait le choix du syndicat à investir (la FSU, pour les raisons explicitées ci-dessus, quitte au passage à lâcher Sud dans le secteur de l'éducation), et dans ce cadre il est essentiel que son « instrument » (ainsi qu'ils considèrent l'École émancipée, cf. plus haut) se plie à ce choix. Soit au contraire, on privilégie l'autonomie du mouvement social, et celle des camarades qui choisissent, ne serait-ce qu'en fonction de leur contexte local, tel ou tel syndicat; et dans ce cas, l'École émancipée devient un outil aussi intéressant qu'original permettant la confrontation et la coordination des syndicalistes de sensibilité émancipatrice au-delà des structures syndicales elles-mêmes (nos camarades de la Lettre des militants syndicalistes libertaires ont une approche similaire dans un cadre limité aux libertaires, mais pas au secteur éducatif). Les deux choix sont possibles, mais clairement incompatibles.

On le voit, il s'agit d'un peu plus qu'une querelle ou même un complot. En fait, s'affrontent dans l'École émancipée deux conceptions du syndicalisme qui, si elles ont trouvé un temps leur intérêt mutuel à partager un sigle, devenaient fatalement irréconciliables devant la nouvelle donne politique et syndicale. La Fédération anarchiste, vigoureusement attachée à l'autonomie du mouvement social, et qui a toujours respecté en son sein une stricte liberté d'investissement syndical, ne peut évidemment rester neutre. Au-delà de la nécessaire dénonciation de méthodes scandaleuses, voilà le sens de notre soutien à l'École émancipée et à nos camarades obligé(e)s d'ajouter au combat urgent contre le démantèlement du service public de l'Éducation une lutte épuisante contre les liquidateurs de l'ÉE au profit d'une ligne partisane.

F.C.

À chacun ses priorités

EN CE MOMENT, par chez nous, mieux vaut être riche et malade que pauvre et sans logement. Car tandis que Chirac attire sur lui les sunlightes en déclarant la guerre au cancer et aux chauffards (deux « priorités nationales »), d'autres s'agitent dans l'ombre et peaufinent la casse des systèmes d'entraide sociale. Logement, éducation, santé... Les restrictions budgétaires pleuvent sur les domaines sensibles, notamment ceux qui touchent l'extrême pauvreté. Pourtant, le même Chirac a rappelé il y a peu que la lutte contre l'exclusion restait également une « priorité nationale ». Alors, qu'est-ce qui différencie une priorité d'une autre, comment se fait-il qu'une priorité soit plus ou moins prioritaire? La réponse coule de source: la première des priorités étant le fric, le flouze, la fraîche, sera prioritaire ce qui rapporte le plus en coûtant le moins cher possible. Ainsi en est-il du cancer. Ah, la bonne affaire que voilà...

Modèle de démagogie, les mesures annoncées ne peuvent que faire grimper encore la cote de popularité de celui qui se pose comme étant son principal initiateur, j'ai nommé not' bon président. Et quand la clique des chercheurs-médecins-fondateurs de fondations lui emboîtent le pas (avouons qu'ils auraient tort de cracher dans la soupe), c'est toute la France qui, les métastases au garde à vous, salue le courage du Chef. Diantre! 640 millions d'euros engagés dans la lutte, si c'est pas un signe, ça! Dans ce concert de louanges et de brosses à reluire, il faut aller chercher l'entrefilet en bas de page du journal quotidien pour apprendre que la guerre contre le cancer sera, « en grande partie », financée par une hausse des taxes sur le tabac. Le coût pour l'État sera proche de celui d'un demichar Leclerc, et ce sont les fumeurs qui régleront la note, et ni vu ni connu j'embrouille, tu crois quoi, qu'on allait raquer ta chimio? Inutile de s'appesantir sur cette autre « priorité » qu'est la lutte contre l'insécurité routière. Si le projet est noble en soi, on peut se demander pourquoi on ne s'y attaque qu'aujourd'hui, et si la répression, sonnante et trébuchante, suffira à contrer des décennies de culture automoto-débilifome. Là encore, les recettes de la « guerre » (durcissement à outrance du

système des amendes), combleront largement les dépenses engagées.

Venons-en maintenant à ce qui nous préoccupe vraiment, à cette autre soi-disant priorité nationale que serait la guerre contre l'exclusion. Là, forcément, ça coûte, y faudrait endeuiller les liasses de quelques gros billets, et ça rapporte rien, en plus, les pauvres sont pas solvables, d'ailleurs c'est à peine si ils votent. Aussi, dans sa chasse aux économies l'État a cru bon de: baisser de 20 % les crédits en faveur de l'hébergement d'urgence (ce qui va se traduire, à court terme, par la fermeture pure et simple de dizaines de centres); geler 130 millions d'euros initialement destinés à la réhabilitation de logements sociaux; laisser courir le nombre d'expulsions locatives, lesquelles ont connue en deux ans une hausse de près de 25 %... On sait pourtant depuis des lustres qu'une véritable politique de lutte contre l'exclusion repose, essentiellement, sur des actions concrètes en matière de logement. Un toit, c'est ce qui nous reste, ou ce qui devrait nous rester, quand on a presque tout perdu. Or nous vivons dans un pays où des gens qui travaillent, où des enfants scolarisés, des familles, dorment dehors. Où des édiles locaux préfèrent payer de lourdes amendes plutôt que d'appliquer la loi et de construire des logements sociaux, parce qu'une majorité de leurs électeurs n'en veulent pas. Un pays dans lequel on construit chaque année 50 000 de ces logements, alors que, selon les estimations d'ATD-Quart-Monde, il nous en faudrait un million! Pourtant le droit au logement est inscrit dans la loi de 1998, et chaque personne qui se voit refuser ce droit peut recourir à la justice. En théorie, bien sûr... En pratique, nous voyons des maires, des députés, inaugurer des lieux d'hébergement temporaire, et ce qui devrait être une honte est non seulement devenu la norme, mais aussi un motif de fierté. Quant au pauvre qui y trouvera l'habituelle « soupe chaude » et un lit pour trois nuits, c'est pas lui, c'est sûr, qui râlera sur la hausse du paquet de clopes où la pugnacité des radars sur l'A6. Comme on dit à Passy: à chacun sa priorité.

Fred
groupe Louise-Michel

Quand l'autruche éternue...

Le choix de la difficulté

« C'est tellement facile d'être contre la guerre. Qui n'est pas contre la guerre? » (Kouchner) France 2. Ben y'a toi et tes potes, Bruckner, Glucksman, Goupil, Lellouche, j'en passe... Lequel de ces fringants va-t-en-guerre gagnera un séjour d'une semaine dans le ranch de Bush? Vous le saurez à la fin de la guerre.

Quelque chose de BHL

« Nous avons tous en nous notre Jean-Luc » (Bernard Henry-Lévy, oraison funèbre prononcée lors de l'enterrement de Lagardère) le Figaro. Personnellement, j'ai fait le choix de me faire enlever mon Jean-Luc. Une ablation bénigne, rapide et sans douleur. Les salariés d'EADS, dernier groupe coulé par Jean-Luc, feraient bien de se débarrasser rapidement de ce furoncle.

Fluc ou patron?

« J'ai eu des ennuis avec la justice, c'est vrai. Mais je me sens plus près des policiers que des voyous » (Tapie) le Midi libre. En réalité, c'est depuis qu'il a eu des ennuis avec les voyous que Tapie aime bien la police. D'abord, si tu les arroses correct ils font rien que te protéger, ensuite ils connaissent tous les plans pour se refaire une santé financière. Et comme dit Raymond-du-bistrot, y'a pas mieux qu'un ancien de Testut pour jouer les balances. Ah! ah!

Quand le bâtiment va

« Qui mieux que nous peut reconstruire ce que nous avons déjà construit? » (Medef, groupe de travail sur l'Irak) France Info. Où l'on apprend que Bouygues et consorts sont déjà dans les starting-blocks. Et d'applaudir à chaque missile, promesse de chantiers à venir. Puisqu'on vous dit que la guerre c'est bon pour l'économie!

Dîner en ville

« Dans la salle, je vois les regards, et je m'alimente. » (Raffarin). Arrête de parler la bouche pleine!

Des claques!

« À l'école Saint-Louis j'étais servant de messe en chef. Je claquais deux morceaux de bois, et quarante enfants de chœur se mettaient en rang. J'adorais ça » (Guillaume Sarkozy, futur baron du Medef). Maintenant, je m'occupe des retraites. J'ai tenté le coup des morceaux de bois: 300 000 personnes dans la rue! Preuve que ça marche encore...

Sous-entendus

« On constate une tentative d'annexion du mouvement pacifiste par l'extrême gauche, qui en profite pour défendre nombre de sous-causes. » (Patrick Klugman, président de l'Union des étudiants juifs de France). Au hasard: la « sous-cause » palestinienne?

Fredo Ladrisse

(sources: la Croix, le Figaro, France 2, France Info, l'Express, Libération, le Midi libre)

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

Camp de la honte

LE SIX MARS DERNIER l'Anafé (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers) et Médecins du monde ont, lors d'une conférence de presse, rendu public leurs rapports sur les mauvais traitements réservés aux étrangères et étrangers enfermés dans le camp de la honte situé dans l'enceinte de l'aéroport de Roissy. Combien faudra-t-il de morts violentes suite à des embarquements forcés dans les « charters » à la sauce Pasqua? Dernièrement Ricardo Barientos de nationalité argentine et Mariam Geta Hagos de nationalité somalienne sont décédés brutalement à Roissy dans la zone de non droit. Les autres réfugiés politiques, économiques au nombre de cinq cent pour deux cent soixante quinze places, parqués comme des animaux, sont pour le moment juste victime des violences quotidiennes et systématiques de la part des représentants de l'État...

Que le parquet de Bobigny ouvre une information judiciaire contre X pour homicide involontaire (pourquoi contre X et pour quoi involontaire?) ne nous rassure nullement. Nous ne pouvons nous leurrer sur les résultats d'une enquête d'État concernant la « malveillance » de représentants de ce même État... En février, quinze chinois ont été réexpédiés dans leur pays particulièrement respectueux du droit des humains. Début mars, c'était au tour de cinquante-quatre africains. Les « charters » refectionnement et ce n'est que le début. Les rapports des deux ONG impliquées sont accablant: « violation systématique des droits fondamentaux, refus d'enregistrement des demandes d'asile, obstruction au droit d'accès des associations habilitées, refoulement quotidien des personnes dont la demande n'a pas été prise en compte, pressions psychologiques, intimidations, injures, brutalités, violences etc... ». Tout ceci se passe en France, terre de liberté, « pays des droits de l'homme ». Les forces de leur ordre qui « officient » aussi sont dénoncés par les deux ONG. Ces deux associations ont saisi le Comité de Prévention de la torture, c'est dire... Mais notre humaniste de ministre de l'Intérieur légitime les « vols groupés » et va « former » ses policiers, on est rassuré! Rendre humain un tortionnaire ne relèverait-il pas de la gageure?

Les associations demandent un droit d'accès inconditionnel. Sarkozy leurs répond vouloir les autoriser à l'avenir à être présentes en permanence à condition qu'elles s'en tiennent à un « soutien humanitaire et social et pas à des conseils juridiques pour détourner les lois de la république ». Cela se passe de commentaire...

Nous anarchistes demandons la suppression pure et simple de tous les camps de rétention. Que les réfugié(e)s soient accueillis dans des structures sociales type CHRS (centre d'hébergement et de réinsertion sociale) dans un premier temps. Nous exigeons que ces enfants, ces femmes, ces hommes soient pris en charge médicalement et psychologiquement car toutes et tous souffrent d'avoir été contraint de quitter leur pays. Le fait d'être enfermé dans un camp et d'y être maltraité vient se surajouter à la psychopathologie.

Les États riches ne pourront jamais endiguer le flot de réfugiés fuyant la guerre et la misère engendrées par le système capitaliste. À Roissy, ce sont donc aussi des gamines et des gamins qui arrivent seuls sans parents, sans famille. Dans le jargon professionnel, on les appelle des « mineurs isolés ». Elles et ils arrivent de Sierra-Léone, de Chine... seul avec leur peau, leur enfance brisée ou leur adolescence disloquée. Elles et ils ne sont pas expulsables jusqu'à leur majorité et après...

Celles et ceux qui n'ont pas la « chance » d'être pris en charge par l'aide sociale à l'enfance risquent fort de tomber dans les sales pattes d'ordures qui les exploiteront sans vergogne. Hé Nicolas, combien de gamines mineures sur les trottoirs de « ta nation »?

À la lecture des rapports de ces ONG, on peut affirmer que les traitements de l'État réservés aux réfugiés dans la zone de non droit relèvent de la torture. Humaniste sur la scène internationale dans les « beaux » discours, les représentants de l'État le sont nettement moins lorsqu'il s'agit d'agir sur leur sacro-sainte terre de France. À Roissy, Calais et partout ailleurs, exigeons la liberté de vivre en paix pour toutes et tous.

Rackam le noir

Pendant la guerre, l'état d'exception s'installe



Claude Guillon

RÉUNIS EN CONGRÈS à Versailles, le 17 mars dernier, députés et sénateurs ont adopté deux révisions constitutionnelles, l'une concerne la décentralisation, l'autre – qui nous occupe ici – la création d'un mandat d'arrêt européen.

Envisagé dès 1999 dans le cadre d'un futur « espace judiciaire européen », l'euro-mandat a fait l'objet d'une décision-cadre de la Commission européenne dès après l'attentat du 11 septembre 2001. Il s'agissait de profiter de l'émotion suscitée dans l'opinion publique occidentale et des consignes de la Maison Blanche pour amorcer ce que Colin Powell, secrétaire d'État américain, appellera en janvier 2003 : « Tisser la lutte antiterroriste dans la toile même de nos institutions nationales et internationales. »

Le futur mandat d'arrêt européen (il donnera bientôt lieu au vote d'une loi modifiant le code de procédure pénale) rompt avec un principe du droit d'extradition : l'exception des infractions politiques. La délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne l'enterrait sans remords dans un rapport de décembre 2002 : « Le progrès que constitue le mandat d'arrêt européen, fondé sur la confiance mutuelle que s'accordent les pays de l'Union, justifie cependant que cette règle soit écartée entre États membres. »¹ Or, dans le même temps où l'on décrète qu'il ne saurait exister d'infractions politiques entre voisins démocrates, la définition que donne la Commission européenne du « terrorisme » en fait un *joker* susceptible de qualifier et de réprimer tout acte de contestation sociale.

Dressant la liste des infractions terroristes « les plus graves », la décision-cadre prévoit que « lorsqu'elles sont commises intentionnellement par un individu ou un groupe contre un ou plusieurs pays, leurs institutions ou leur population [...], en vue de les menacer et de porter gravement atteinte aux structures politiques, économiques ou sociales de ces pays ou de les détruire, elles doivent être considérées comme des

infractions terroristes. Il s'agit notamment du meurtre, des dommages corporels, de l'enlèvement, de la prise d'otages, de l'intimidation, du chantage, du vol simple ou qualifié; de la fabrication, la possession, l'acquisition, le transport ou la fourniture d'armes ou d'explosifs; de la capture illicite d'installations publiques, de moyens de transport publics, d'infrastructures, de lieux publics et de biens (publics ou privés) [sont ici visées les occupations] ou des dommages qui leur sont causés. Cela pourrait couvrir des actes de violence urbaine, par exemple.²

« Bien que les infractions terroristes commises par ordinateur ou par des dispositifs informatiques soient apparemment moins violentes, elles peuvent représenter une menace aussi grave [...] pour la vie, la santé ou la sécurité des personnes, mais aussi pour l'environnement. [...] Par conséquent, les infractions terroristes consistant [...] à perturber un système d'information, sont couvertes par [la nouvelle loi]. »

Cette nouvelle législation prétend également réprimer l'encouragement à un groupe terroriste, encouragement dont la définition est laissée à l'appréciation (à l'imagination devrait-on dire) des magistrats.

On assiste donc à un double mouvement qui n'est paradoxal qu'en apparence : d'une part, le « terrorisme » – non défini – permet d'écarter la qualification « politique », source d'exceptions protectrices; d'autre part, le même « terrorisme » – cette fois défini de la manière la plus large possible – permet de réprimer tout acte de révolte individuelle ou collective, du jet de pavé à l'occupation d'immeuble en passant par le sabotage des hackers. En bref : nous réprimons légitimement le terrorisme – le terrorisme ne peut légitimement se prétendre politique – tout acte politique (qui nous est hostile) est terroriste.

On ajoutera que le nouveau mandat européen fait obligation à chaque pays

La définition que donne la Commission européenne du « terrorisme » en fait un *joker* susceptible de qualifier et de réprimer tout acte de contestation sociale.

membre de livrer ses nationaux, sans recours administratif (le mandat émis par un juge suffit) et sans qu'il soit nécessaire – au moins pour trente-deux d'entre elles – que l'infraction qui motive le mandat existe dans le pays de l'extradé. Il suffit qu'elle soit passible d'une peine d'emprisonnement de trois ans. Les militants seront donc bien inspirés de s'imprégner désormais des subtilités des droits pénaux italiens, espagnols (et vive le blasphème!), puis polonais, turcs, etc. Obéir au vieil adage selon lequel nul n'est censé ignorer la loi va relever de l'exploit!

Un manifestant allemand passé par Gênes pourra, par exemple, être arrêté à Berlin sur mandat d'un magistrat italien, sans que l'Allemagne (à supposer qu'elle le souhaite) puisse s'y opposer. Auteur d'un tract sur l'assassinat d'un manifestant italien, diffusé sur Internet, un militant français, même s'il n'a jamais mis les pieds en Italie, pourra être convoqué par le même magistrat italien qui l'inculpera d'incitation-à-la-violence-urbaine-qualifiée-terroriste, au motif que son tract est lisible à Gênes et qu'il est libre d'apprécier l'opportunité des poursuites et le trouble causé à l'ordre public. On peut varier les figures à l'infini et envisager l'arrestation de militants espagnols à Paris, sur mandat d'un juge allemand... On imagine les problèmes de communication avec les proches, de garantie des droits de la défense et de contrôle des conditions de détention que poseront ces déportations légales, même pour le seul temps d'une instruction, qui peut être fort longue (sous certaines conditions, l'exécution de la peine pourra avoir lieu dans le pays d'origine). Bel instrument d'intimidation des manifestations internationales organisées contre les divers « sommets » des maîtres du monde!

Par ailleurs, le principe, revendiqué par la commission européenne, de la reconnaissance par chaque État membre de l'intégralité de la législation pénale des autres, va créer des situations de contradictions juridiques inextricables.³ Certains devront appliquer des législations étrangères, abandonnées dans leur propre droit pénal. On pense à l'avortement, la consommation de drogue ou l'euthanasie.⁴

Il est certes prévu que chaque État puisse présenter une liste d'exceptions, comportements dépenalisés à la suite d'un « débat démocratique ». On peut douter cependant du soin qui sera apporté par les États supposés les plus « avancés » à décortiquer les législations pénales de tous les autres. De plus, des lois tombées en désuétude interdisent par leur seule existence à un État de faire figurer les délits visés sur sa liste d'exceptions. Enfin, cette nouvelle situation pénale fait ressortir des ambiguïtés nationales. Ainsi n'est-il pas certain que la France, dont le code pénalise toujours l'avortement en principe, hors certaines circonstances limitativement énumérées, puisse faire figurer ce geste sur la liste de ses exceptions, opposables à des magistrats irlandais ou

portugais... Il se vérifie que la tendance lourde de l'uniformisation capitaliste des législations – sociales, commerciales ou pénales – va toujours dans le même sens: plus petit dénominateur commun pour les garanties et libertés, plus grand dénominateur commun pour la répression et la flexibilité libérale.

À Versailles, un député UDF se félicitait que l'intégration du mandat européen à la constitution française « va dans le même sens que toute l'action conduite par ce gouvernement pour assurer la sécurité à nos concitoyens ». Il n'était pas le seul! Au contraire de la poignée de stalinien et de Verts (et du sénateur Charasse!), les socialistes ont voté pour le mandat européen (147 députés sur 148; 81 sénateurs sur 83). Les parlementaires socialistes d'Attac (plus de 100) se sont ainsi distingués une fois de plus par leur nuisance répressive. L'un d'entre eux, M. Jacques Floch, par ailleurs signataire d'une pétition en faveur de la taxe Tobin, était chargé d'expliquer le vote positif des socialistes. Lorsqu'il interrompit le garde des Sceaux Dominique Perben en plein délire antiterroriste, c'est d'un « très bien! ». On se souvient que les députés PS-Attac avaient déjà voté la loi « Sécurité quotidienne » du gouvernement Jospin. Dans la guerre sociale, où la nouvelle législation européenne antiterroriste vient fournir des armes répressives d'une ampleur inégalée au système capitaliste, ces « réformistes » (et en effet! ça réforme dur!) ne sont pas des « collabos »: ils sont l'ennemi. Leurs rododontades pacifistes, comme la présence de militants du PS dans les manifestations contre la guerre, sont une hypocrisie répugnante (une incohérence, pour les plus naïfs d'entre eux). En aidant à mettre en place en Europe l'état d'exception permanent annoncé après le 11 septembre, ils participent aux côtés de Chirac à la même politique que mènent en Irak Bush et Blair. Ces derniers envoient leur troupe sur le champ de bataille, tandis que les socialo-chiraciens se gendarmant pour maintenir l'ordre social à l'arrière. S'il y a plusieurs fronts, c'est bien la même guerre.

C. G.



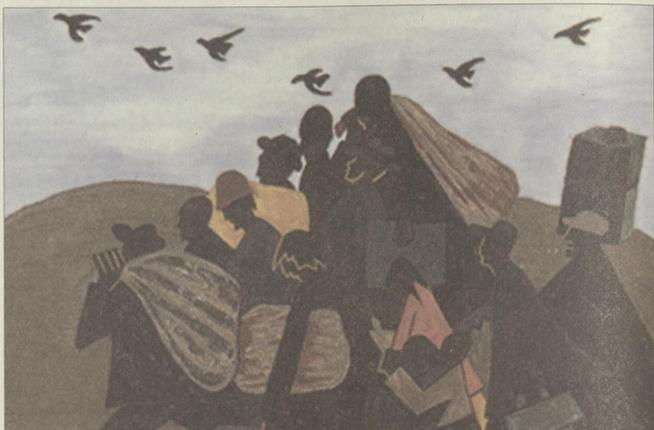
1. Rapport d'information n° 469, 11 décembre 2002.

2. Les passages en italiques sont soulignés par moi.

3. Je reprends ici des considérations déjà développées dans « Euro-lois sclérotées », Oiseau-tempête (numéro hors série, décembre 2001).

4. Exemple dont on comprendra qu'il touche particulièrement l'auteur de ces lignes: des législations espagnole ou italienne pourraient être appliquées aux auteurs du livre *Suicide, mode d'emploi*, alors même que la condamnation de son éditeur français (en application de la loi de 1987) a provoqué sa disparition des librairies et la cessation des poursuites.

informations brèves et décousues sur les migrations



Migration series n°3, Jacob Lawrence, 1940-1941

L'asile politique, victime collatérale

La guerre, ce sont toujours des populations civiles qui la subissent, tuées ou mutilées, puis ayant le choix entre la misère sur place et la misère ailleurs. À chaque guerre, on trouve son flot de personnes en exode : nul doute que les candidats au droit d'asile vont se multiplier partout dans le monde et en Europe notamment.

Mais déjà, les politiques d'asile se font de plus en plus restrictives, et certaines déclarations récentes ne laissent pas d'optimisme. Ainsi, le ministre italien Umberto Bossi (dirigeant de la réactionnaire Ligue du Nord), déclare au sujet d'éventuels réfugiés irakiens qui fuiraient leur pays en guerre : « Qu'ils restent chez eux ! » Mais plus inquiétant est le projet des autorités britanniques (dévoilé début mars par l'hebdomadaire anglais *Sunday Telegraph*), qui veulent proposer à l'Union européenne de créer des centres de rétention pour demandeurs d'asile en Albanie. Londres serait d'ailleurs prêt à se lancer seul dans cette politique de « sous-traitance » de sa politique d'asile. Selon le *Sunday Telegraph*, l'Albanie serait d'accord pour prêter son concours à cette initiative, en échange d'une aide financière.

Droits des étrangers encore réduits

Pour Sarkozy, cette guerre arrive à point pour justifier des mesures aux frontières. Ainsi, le ministre de l'Intérieur a annoncé un renforcement des contrôles, notamment, dans les aéroports.

Le personnel travaillant en zone réservée sera soumis à des tests de biométrie, permettant l'identification du visage, de la paume de la main, de l'empreinte digitale ou de l'iris. Des nouveaux fichiers informatiques vont apparaître, notamment un qui regroupe les dossiers refusés, permettant que des personnes se présentant dans un aéroport ne puissent pas être admises si celle-ci a été refusée dans un autre aéroport. Dès l'été prochain, le contrôle des passeports se fera par lecture optique et les

données seront vérifiées sur le fichier central de la police. Sarkozy se félicite que « cela fera gagner du temps aux voyageurs ». Les nouvelles technologies de biométrie seront aussi mises en application pour l'octroi de visas : les postulants devront se soumettre à une prise d'empreinte digitale sur leur visa pour une meilleure identification ultérieure.

Tour de vis sur l'ordonnance de 1945

Les services du ministère de l'Intérieur planchent sur la réforme de la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Ainsi, Sarkozy veut renforcer le contrôle sur les visas de tourisme, par l'usage des technologies citées plus haut, mais surtout en donnant aux maires un droit de contrôle renforcé sur les attestations d'hébergement.

D'autres mesures seront prises (déjà opératoires pour certaines) afin d'augmenter le taux de reconduites à la frontière : les délais de rétention seront allongés de 12 à 30 jours pour que la police ait le temps nécessaire d'organiser le retour des étrangers, notamment en ayant un nombre suffisant de personnes pour « rentabiliser » les « vols groupés » par charters, que Sarkozy présente comme « la solution la plus équilibrée, la plus humaine pour désengorger » la zone d'attente de Roissy (cf. le *Monde* du 11 mars 2003). Manière « radicale » de répondre aux critiques des associations qui dénoncent la surpopulation et les pratiques policières violentes dans les zones d'attentes, particulièrement dans celle de Roissy : Sarkozy déplace le problème en organisant le renvoi dans les pays d'origine et évite ainsi de répondre aux critiques sur la violence policière, qui s'exerce alors dans des charters en l'absence de témoins.

Cependant la lutte collective paie

La droite veut faire preuve de « fermeté », mais moins bête qu'autrefois, elle cède de temps en temps à des personnes (sans-papiers

ou victimes de la double peine) qui multiplient des luttes souvent très dures comme de longues grèves de la faim pour pouvoir rester en France.

Ainsi, le gouvernement est revenu sur un point scandaleux de la réforme de l'aide médicale d'état (AME), réforme votée en décembre par les députés et les sénateurs dans le cadre du collectif budgétaire 2002. Ceux-ci avaient prévu de priver les sans-papiers d'aide médicale et de les obliger à payer un ticket modérateur et un forfait hospitalier.

Ce résultat a été obtenu par la mobilisation d'un grand nombre d'associations et syndicats, notamment du secteur médical. Cependant, il convient de rester mobilisé sur ce sujet, car le gouvernement n'a pas abrogé la loi, mais entend renforcer les contrôles et prévenir les fraudes, une étape avant de dresser un bilan dans quelques mois. Tout comme il convient de se mobiliser contre les propositions du rapport Chadelat sur l'avenir de l'assurance-maladie (rapport demandé par le ministre de la Santé à J.-F. Chadelat, inspecteur général des affaires sociales), dont les conclusions sont de remettre aux assurances privées une large partie des dépenses de santé.

À noter encore

Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme la LSI (loi sur la sécurité intérieure), mais apporte quelques bémols intéressants sur la mendicité, sur l'occupation illicite de terrain, sur l'outrage au drapeau ou encore sur l'utilisation des fichiers informatiques. Exemple : « La consultation des fichiers de police et de gendarmerie dans le cadre de la procédure de renouvellement d'un titre de séjour ne saurait être entendue comme remettant en cause le droit de chacun à une vie familiale normale. »

Hervé

Sources : Presse-Océan, Ouest-France, Libération, le Monde.

Chronique indonésienne

L'INDONÉSIE est un pays constitué de nombreuses îles qui forment un archipel. C'est aussi l'un des plus grands pays du monde, constitué de vingt-six provinces.

Jusqu'en 2001, le Timor oriental faisait encore partie de l'Indonésie, mais il a depuis acquis son indépendance, après des années d'exploitation de ses ressources humaines et naturelles par les gouvernements indonésien, australien et d'autres puissants pays.

Après de longues guérillas, ils sont finalement parvenus à se libérer. Mais il y a de quoi s'inquiéter car l'Onu s'ingère dans les affaires du pays. Puis deux autres provinces ont elles aussi refusé l'autorité de l'Indonésie: Aceh et West Papua qui ont souffert de la discrimination et de l'exploitation du gouvernement indonésien. C'est plus grave encore dans la Papouasie orientale où les gens vivent toujours à l'état primitif. En 1998, il y eut un mouvement réformateur chez les étudiants et un certain nombre d'autres organisations. Finalement, le dictateur fut renversé de sa place de président. Soeharto a gouverné l'Indonésie pendant presque trente deux ans. Maintenant, plus de cinquante partis sont déclarés. Il y a beaucoup de gens à la recherche du pouvoir.

La population est nombreuse, 210 millions d'habitants, la plupart sur l'île de Java. Le développement économique y est donc concentré.

Il y a beaucoup d'immigrants, la plupart de Chine, d'Inde, d'Arabie Saoudite et d'Afrique. En 1998, une guerre raciale a commencé. À sa source, la crise monétaire de 1996-1997. À cause de la propagande du gouvernement, les immigrants, les Chinois notamment, servirent de boucs émissaires. Ses effets furent considérables: magasins et maisons cambriolés et brûlés, femmes chinoises violées, beaucoup de victimes, et nombre d'entre elles déportées.

La plupart des gens sont pauvres et dépolitisés. Les blâmer est difficile car ils subissent une sorte de « traumatisme de la révolte ».

En 1965, le parti communiste appelé PKI (Partai komunis indonesia), qui préparait un coup d'état, a assassiné des membres de l'élite des forces armées. Il y eut alors une guerre entre le gouvernement et ce parti. Le premier a gagné et, avec l'aide de la CIA et du FBI, il s'est débarrassé des communistes indonésiens. 1965 fut une année tragique: environ un million de personnes ont été assassinées et, depuis 1966, toute théorie marxiste est interdite. De plus, il faut compter avec les fascistes

ultrareligieux qui détruisent tout ce qui va contre leur ligne de conduite. Cependant il existe un réseau d'organisations anarchistes, appelé Jafnus (Jarigan anti fasis nusantara: réseau indonésien antifascistes). Il est constitué de groupes autonomes. Plusieurs congrès ont été tenus. Aujourd'hui, Jafnus est assez discret, peut-être à cause du manque de communication...

À Jakarta, il y a quelques groupes vraiment dévoués et extrêmement actifs mais certains sont maintenant dissous, ou donnent naissance à de nouveaux groupes, comme Karat (komite aksi rakyat tertindas: comité d'action pour les peuples opprimés) et Afra (Action antifasciste et antiraciste), tous deux démantelés, mais qui ont eu le temps de semer les graines de l'anarchisme à Jakarta.

Il y a aussi Slumber, une organisation gauchiste qui se joint parfois, lors d'actions, à des organisations anarchistes. Il faut aussi mentionner que la plupart des anarchistes en Indonésie sont punks ou n'importe quoi d'autre qui existe dans le mouvement de la musique underground.

À noter la création de Brain wash Inc. Infoshop. C'est juste un petit infoshop qui trime pour répandre la théorie anarchiste et qui constitue une base d'informations.

Dans d'autres villes, il faut citer des organisations qui fonctionnent encore. KKK (Kolekti kontra kultura) de Bandung, et Fokber (Forum kepedulian 'bersama: forum pour l'unité) de Malang. C'est l'un des collectifs anarchopunks les plus radicaux qui pratique l'action directe: manifestations, collage sauvage, bombages, graffitis, beaucoup d'écrits, etc. Ce groupe a énormément d'influence.

En fait de sites web, il y en a sur les groupes, les labels, etc. mais aussi des sites utiles pour en savoir plus sur la scène indonésienne. Ils sont en indonésien!

www.lawan.org: sans doute le meilleur site d'infos en Indonésie.

www.bisik.com/underground/index_musik.asp: un autre parmi les bons sites d'infos.

Lawan.org, bisik.com donnent la priorité à la musique et au mouvement underground.

www.harderrecords.org, de Bandung, est un site de labels qui contient également des infos sur les anarchistes indonésiens.

www.bakarbatas.org est le site du zine Membakar Batas.

Esa, de Jakarta
source: A-Infos

Dans un contexte particulièrement difficile, les anarchistes d'Indonésie restent actifs, en particulier sur la scène underground et punk.



Uruguay

Des anarchistes de terrain

Organización libertaria cimarrón

NOMBREUSES et riches furent les expériences de lutte menées par différents peuples au cours de l'histoire de l'Amérique latine. Sur notre terre, l'Uruguay, ce furent les Indiens, les Afro-Américains, les gauchos et les peones qui, dans leur lutte de libération, donneront l'exemple de résistance contre l'oppression colonialiste.

Tout autour du Río de la Plata les rebelles cimarrón¹ s'organiseront pour combattre l'injustice. C'est de cette histoire de lutte que notre organisation tire son nom. C'est dans cette histoire de rébellion collective contre l'injustice que nous nous engageons à continuer en lui consacrant tous nos efforts.

La gestation de notre projet s'est faite dans la fureur de la lutte des années quatre vingt dix. Nous étions des militants étudiants, de jeunes travailleurs, des camarades qui créions obstinément des espaces pour briser la résignation qu'on nous présentait alors comme l'unique voie. Les conflits étudiants et syndicaux auxquels nous avons participé nous ont montré la nécessité d'articuler nos forces dispersées. Les affrontements de l'hôpital Filtro en 1994, où la police a ouvert le feu sur une manifestation pacifique de solidarité avec des citoyens basques extradés, nous ont fait découvrir le visage cruel de la répression. Nous avons commencé en 1995 à construire un espace où faire entendre notre voix et celles de la lutte populaire en éditant le journal libertaire *Barrikada*.

Nous avons édifié notre expérience sur le terrain des luttes sociales nées des conflits de classes. C'est ainsi que nous avons grandi, en nous rencontrant, en luttant côte à côte, en avançant sous les vents violents de la tempête néolibérale et à contre-courant des prophètes de la fin des idées. Nous avons compris que nos forces avaient besoin de se consolider en outils capables de résister au brutal recul idéologique du néolibéralisme de fin de siècle et de nous préparer au combat depuis la base, au côté de notre peuple.

Nos affinités idéologiques, qui se sont révélées lors d'actions menées en commun, nous ont poussés à amorcer un processus d'accords idéologiques, politiques et stratégiques pour donner une forme organisée à notre pratique révolutionnaire. Le résultat de ce processus qui a duré deux ans a été la fondation le 12 juillet 1998 de l'OLC.

Sur cette terre de rebelles cimarrón, de combattants pour la liberté, notre projet représente une expression de plus de la lutte, une voix qui s'est jointe à celles actuelles et passées qui crient : « Le peuple seul choisira son chemin ! »

Les temps sont durs pour la classe opprimée. Situation de relative fragilité, de confusion dans nos rangs face à la brutale offensive de la classe capitaliste. Cette offensive qui tente de renforcer l'ordre mondial existant se caractérise par une avancée des positions impérialistes dans les domaines économiques et

politiques et par l'imposition de structures de pensée qui nient toute alternative hors de l'horizon du système actuel.

Ce n'est qu'ainsi que l'on peut expliquer comment à un moment historique où sont réunies tant de conditions objectives et favorables au développement de la lutte populaire, nous nous trouvions dans une conjoncture d'affirmation du capitalisme et de recul des opprimés. Une grande partie de la responsabilité historique revient à la gauche elle-même, elle qui a largement participé à l'avancée idéologique du capitalisme de fin de siècle et fait la promotion de l'acceptation des règles du jeu en ne proposant que des adaptations.

Dans le spectre de la gauche

Notre organisation est une organisation politique révolutionnaire. Nous voyons avec préoccupation et indignation qu'actuellement certains secteurs qui œuvraient à la promotion de changements structuraux de l'ordre existant se sont adaptés aux pratiques parlementaires et ont laissé de côté toute volonté révolutionnaire. Cependant, il y a des secteurs politiques, du même courant politique et idéologique ou non que l'OLC, qui représentent une réelle alternative de lutte. C'est dans ce spectre de la gauche que nous plaçons notre proposition politique. Nous savons que pour favoriser les organisations sociales de la classe opprimée et pour la sortir du vide idéologique et de la faiblesse où elle est plongée, il est



Ce n'est pas une bombe, mais un récipient traditionnel pour boire le mate, puissante infusion locale.

Page de droite : une cantine populaire à Montevideo. Les militants de l'OLC s'investissent dans ce type de structures, qui ne sont pas caritatives mais plutôt collectives.

nécessaire d'unir les forces. L'OLC est prête à travailler avec des organisations et des secteurs politiques qui œuvrent en faveur de changements radicaux de l'ordre social, en fondant toujours l'action commune sur la solidarité, la responsabilité et le soutien mutuel.

L'internationalisme est historiquement l'axe sur lequel a avancé la lutte révolutionnaire, qu'elle appartienne au courant libertaire ou au socialisme révolutionnaire. La richesse de ce lien fraternel, forgé par les peuples en lutte, réside dans la diversité des différents groupes humains, sa force dans les apports caractéristiques de chacun d'entre eux.

Il n'y a donc pas de projet révolutionnaire international qui ne passe par le développement des processus de libération nationale qu'entament diverses collectivités dans leur légitime lutte d'indépendance politique, économique et culturelle. Lutte de chaque peuple qui, à la recherche de son propre destin, peut employer les moyens qui lui semblent nécessaires, selon son développement historique et la conjoncture nationale et internationale.

Cependant, il est clair que pour nous le combat de libération nationale doit s'inscrire dans le processus de la lutte des classes et suivre les chemins de la révolution sociale. Par conséquent, nous rejetons la conception étatique de la nation pour laquelle le processus de libération se réalise à travers la formation d'un État propre. Cette conception de la nation ne remet pas en cause les fonctions coercitives de l'État et son rôle d'instrument du maintien de la société de classes, si bien que la défense nationale, dans cette perspective, n'est rien d'autre que la défense de la bourgeoisie nationale.

Il s'agit donc de rompre les limites politiques imposées par les intérêts des classes dominantes en cherchant le renforcement mutuel des peuples par leur union, basée sur le respect et l'autonomie, car l'égalité se forge dans le respect de l'identité de chaque collectivité sociale.

Nous avons la conviction que les intérêts communs des opprimés ne peuvent être divisés

éternellement par ces frontières imposées de force. Notre organisation cherche à participer à leur destruction.

Extension régionale des luttes

Un processus révolutionnaire décontextualisé de la région et du continent est impensable. La théorie stalinienne du socialisme dans un seul pays a démontré son invalidité. Il nous apparaît vital de créer des liens entre l'OLC et des organisations révolutionnaires d'autres pays de la région, du continent et du monde, de favoriser la discussion et l'échange pour planifier une stratégie de lutte prolongée en commun depuis les divers pays où le sort nous a fait naître, vivre, lutter.

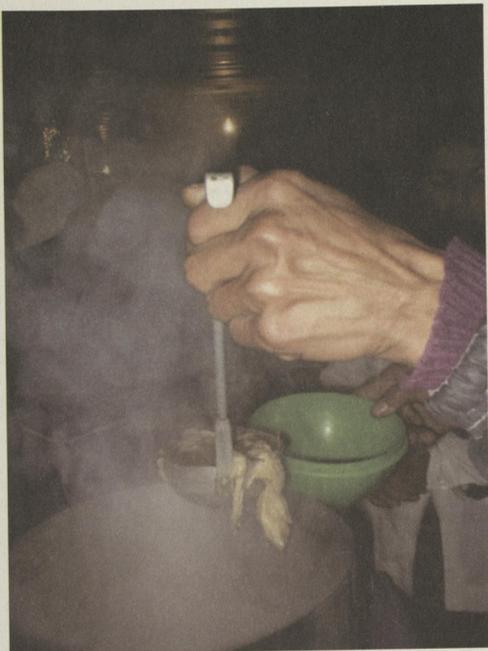
Penser une stratégie d'offensive révolutionnaire sans une régionalisation de la lutte représente une perspective politique et idéologique très limitée qui doit affronter des problèmes pratiques (globalisation des armées du continent, etc.) qui rendent son échec inévitable. Pour nous, le succès d'un processus révolutionnaire en Uruguay a besoin du triomphe de la révolution en Argentine, au Brésil et dans les autres pays de la région et du continent, et d'un fort soutien des mouvements révolutionnaires au niveau mondial.

Il faut non seulement créer beaucoup de fronts de lutte de sorte que la force de l'ennemi ne retombe pas sur un seul point, mais aussi et surtout penser les pas de chacun comme une part du chemin que l'on emprunte ensemble.

Nous sommes convaincus que nos seules frontières sont celles qui nous séparent des oppresseurs. Nous croyons nécessaire la lutte en commun de tous ceux qui empruntent le même chemin révolutionnaire et que le même objectif unit. Un salut fraternel, donc, à tous ceux qui portent obstinément dans leur cœur un monde nouveau. OLC

Traduction Relations Internationales FA

1. Cimarrón désigne les esclaves noirs en fuite (« marrons ») et leurs descendants, par extension la population misérable d'ascendance africaine de la région.



Notre conception de l'organisation politique

Nous croyons que l'organisation est un outil indispensable à la lutte que mènent les opprimés. Un outil qui naît et se développe dans la lutte populaire. Nous sommes conscients de l'important héritage que reçoivent tous ceux qui prétendent emprunter la voie révolutionnaire. Nous croyons qu'aujourd'hui l'anarchisme, en tant que part de cette héritage, reste valide pour peu que ses diverses réflexions théoriques et sa pratique soient le résultat d'une constante analyse de la réalité concrète et qu'il soit prêt à assumer les contradictions qui surgissent au cours de la lutte politique. Nous forgeons collectivement les outils de la lutte contre les injustices, depuis divers fronts : des organisations de quartier, d'étudiants, syndicales, de défense des droits de l'homme. Nous favorisons les instances qui satisfont les besoins élémentaires de ceux d'en bas, où les propres intéressés apportent les réponses à des problèmes concrets, instances qui sont les germes de pouvoir populaire et les catalyseurs de la lutte. Nous essayons d'apporter des forces militantes et des orientations politiques qui pourront être évaluées dans la pratique. Nous cherchons à renforcer la capacité d'action du mouvement populaire, à promouvoir l'organisation et l'action directe à tous les niveaux, en réaffirmant dans la pratique la loyauté et le respect envers chaque camarade. Avec ses conceptions propres, sa propre identité, l'organisation politique a la tâche d'impulser l'émancipation collective par la révolution, celle-ci devant être l'œuvre du peuple entier. OLC

insertion

ou comment les différents gouvernements ont mis en place les outils pour mieux asservir les demandeurs d'emploi

Guy et Justhomme

AVEC LEURS COMPLICES zélés que sont les directions départementales de l'emploi et de la formation professionnelle, titre ronflant mais revêtant une totale inefficacité, les directions départementales de l'action sanitaire et sociale, les conseils généraux, les collectivités locales (de droite ou de gauche), se sont tous avérés complices pour inventer les mesures les plus contraignantes, afin d'asservir et mettre au pas les chômeurs.

Que faire des demandeurs d'emploi de longue durée, des rmistes ?

Alors que l'ANPE a été incapable de vous faire quelques propositions d'emploi, que le marché de l'emploi se dégrade de jour en jour, que les plans sociaux s'accumulent, que le temps de chômage est de plus en plus long et que très vite on devient un chômeur de longue durée, que les tracasseries administratives des Assedic, de l'ANPE vous énervent et font qu'à un moment donné, vous laissez tout tomber, vous vous installez dans la précarité.

Quand vous êtes bien cassé, brisé, que vous n'en pouvez plus, que vous êtes à leur merci, ils peuvent manipuler votre résistance; votre esprit critique est complètement annihilé. C'est à ce moment-là qu'interviennent les tenants du pouvoir, en toute tranquillité, toute sécurité, car ils ont en face d'eux des hommes et des femmes brisés qui n'attendent plus rien.

Ces sauveurs s'appellent: assistante et assistant sociaux, conseillère, conseiller en insertion, éducatrice, éducateur, conseiller en éducation sociale et familiale, psychologue, moniteur-éducateur, etc.

Décervelage

De commission en comité de pilotage, en entretien individuel en passant par des bilans d'orientation, évaluations, tests, bilans de compétence, tous ces face-à-face spécialistes de la réinsertion se penchent à votre chevet. Et foi de spécialiste, nous allons voir ce que nous allons voir...

En tout état de cause, votre destin ne vous appartient plus; vous êtes cadré, ils ne vous lâcheront plus, ils décideront pour vous. Vous serez classé, étiqueté, qualifié de tricheur, faînéant, profiteur, mauvais caractère, alcoolique, bref vous êtes un parasite de la société.

Il faut donc vous empêcher de nuire. Pour cela, il existe des structures d'accueil,

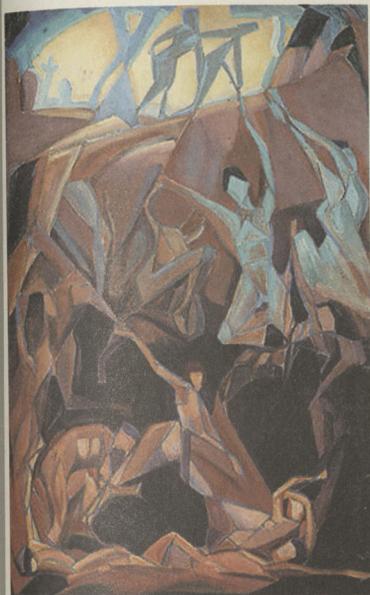
« structures d'insertion ou de réinsertion » dont le but est de vous réapprendre à travailler, vous remettre sur pied pour ensuite intégrer un « vrai emploi » dans une « vraie entreprise ». Mais, avant, il vous faudra passer au moins un an ou deux au sein de ces structures de décervelage. Dans ces structures, vous serez encadré par des éducateurs, des moniteurs, des psychologues qui bien souvent n'ont pas réglé leurs propres problèmes. Mais qu'à cela ne tienne, tous ces spécialistes très compétents vous apprendront à arriver à l'heure, à respecter le chef, la discipline, à ne pas vous shooter, à ne plus boire au travail, à ne pas tirer au flanc. À chaque manquement, vous serez convoqué auprès du supérieur, à chaque absence, vous ne serez pas payé. Vous faites un boulot de merde pour un salaire de merde; vous faites le travail que personne d'autre ne veut faire. Votre réinsertion est à ce prix!

Ces structures sont les soupapes de sécurité des gouvernements successifs. Elles permettent d'encadrer, de maîtriser ces publics en difficulté qui, livrés à eux-mêmes, peuvent devenir un danger pour les pouvoirs. S'ils songeaient à se révolter? Il est donc urgent de les intégrer dans ces structures de décervelage pour les rendre inoffensifs.

Celles-ci se nomment: association d'insertion, association intermédiaire, entreprise d'insertion, entreprise temporaire de travail d'insertion, association d'utilité sociale, chantier d'insertion. Elles ont le statut juridique de l'association ou de la SARL. Pour fonctionner, elles doivent obtenir l'agrément de la CDIAE (commission départementale de l'insertion par l'activité économique). Cette commission est composée de représentants: des syndicats, du patronat, de l'UREI (union régionale de l'insertion par l'activité économique), de la direction départementale de l'emploi et de la formation professionnelle et de la direction départementale de l'action sanitaire et sociale du Conseil général. Cette commission a pour rôle de contrôler, d'analyser si l'activité des structures d'insertion n'entre pas dans le champ de la concurrence du secteur marchand, contre les entreprises traditionnelles. Elle contrôle également le fonctionnement des structures.

Elle permet l'attribution de subventions importantes à partir du moment où les

Guy est militant du groupe de Rouen de la FA et Justhomme est travailleur social.



Manierre Dawson, *Germinal* (1909)

conditions sont réunies, de son point de vue. Les subventions sont substantielles et permettent aux associations d'assurer: par le biais du CNASEA ou de la MSA, les salaires des CES, par le Conseil général, les salaires des permanents de l'association.

Pour les entreprises d'insertion, les subventions sont à la hauteur de 8 700 euros par poste d'insertion et financé par l'État. Cette commission ferme les yeux sur les conditions de travail et le fonctionnement de ces structures. Elle est consciente que les subventions allouées ne suffisent pas, pour payer le personnel qualifié et pour réaliser les infrastructures nécessaires pour travailler dans des conditions correctes. Toutes les personnes qui siègent au sein de cette CDIAE sont responsables et complices de l'exploitation scandaleuse des chômeurs. Jamais, à aucun moment, elle ne se penche sur les conditions de travail et d'hygiène de ces travailleurs, conditions dignes de l'époque de Zola!

L'exploitation de la misère

Il faut savoir que la plupart des structures ne possèdent pas de toilettes ou un WC pour soixante personnes, pas de douches ou vestiaires uniques pour les hommes et les femmes, pas de chauffage.

Comment se changer lorsque on travaille sous la pluie? Comment se laver lorsque on travaille dans la terre? Comment être propre pour prendre le bus afin de rentrer chez soi? Comment ne pas se sentir amoindri, diminué lorsque dans le bus, des regards se fixent sur vous?

Ce sont des structures d'un autre âge, qui ne servent qu'à avilir un peu plus l'individu. Alors, soit il devient très docile et prêt à intégrer une entreprise traditionnelle, soit il ne s'intègre jamais et il sort de là, plus cassé qu'avant, et c'est souvent le cas. Ces personnes analysent bien leur situation tout en subissant quotidiennement l'humiliation et l'exploitation. Elles se rendent bien compte qu'elles contribuent à engraisser des actionnaires ou d'autres salaires. Leurs propres salaires, de misère, sont encore calculés sur la base de 40 heures travaillées.

Un chantage permanent

Tous ces assistants sociaux, conseillers, etc. exercent un chantage permanent. « Si vous ne faites pas un CES, nous vous supprimons le RMI. » Il faut faire un effort! Mais vous les connaissez toutes, ces pseudo-structures d'insertion. Vous n'avez de cesse que de culpabiliser les chômeurs!

Mais que faites-vous donc, mesdames et messieurs les inspecteurs du travail? Mais que faites-vous donc, mesdames et messieurs de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle?

Mais que faites-vous donc, mesdames et messieurs les assistants sociaux?

Mais que faites-vous donc, mesdames et messieurs les politiques?

La société sacrifie sur l'autel du profit des millions d'individus. Les plus faibles, les plus fragiles, ceux qui restent sur le carreau, qui s'enfoncent un peu plus dans la précarité, seront pris en charge par des structures mises en place par le pouvoir afin de mieux les contrôler et d'éviter les dérapages. La misère fait peur!

Il faudra les occuper. Pour cela, on leur trouvera un travail de merde, pour un pseudo-salaire de merde et un logement de merde. Bref, on leur fabriquera une vie de merde!

Vous, les suppôts du grand capital et les serviteurs zélés du pouvoir, êtes coupables au même titre que les décideurs; bien souvent, vous ne vous contentez pas de servir docilement mais vous allez au devant des textes, en les interprétant, jamais dans l'intérêt des travailleurs. Mais dans le seul souci de votre avancement. Votre fonction se résume en l'asservissement de l'individu par tous les moyens: l'emploi mais aussi en pressant au maximum les salaires, pour le sacro-saint profit.

L'arrivée de la « gôche » au pouvoir a permis l'adaptation du système capitaliste.

Nous avons vu surgir: les petits boulots tels que les Tuc, les SIVP, les CES, CEC, les contrats d'adaptation, les contrats de retour à l'emploi, le RMI, les contrats de qualification, les emplois jeunes, les SMIC payés sur la base des 35 heures.

Depuis 1981, le nombre de ces emplois au rabais, avec des salaires ne permettant pas de vivre décemment, a fleuri. Mais pour bénéficier de ces petits boulots, encore faut-il entrer dans certaines cases, réunir toutes les conditions.

C'est là qu'interviennent un nombre impressionnant de personnes, de l'assistante sociale à la direction départementale du travail, en passant par la Ddass, le Conseil général, etc.

Le pouvoir, en définitive, fait vivre grassement, un nombre important de gens qui, sans lui, viendraient grossir les rangs des demandeurs d'emploi, et certainement pour un long moment, car complètement irrécupérables et inadaptés au travail. Un sacré boulot que de les réinsérer au travail: ils n'en connaissent pas la réalité!

Depuis plus de vingt ans, nos chers gouvernants ont contribué à précariser les travailleurs: nous comptons aujourd'hui, plus de 6 millions de personnes qui ont des emplois précaires et « vivent » avec environ 400 euros par mois. Cette volonté de casser les hommes, de les avilir, tant chez les sociaux de gauche que chez les réalistes de droite afin de préserver les privilèges et l'ordre, est écoeurante. Il devient de plus en plus urgent d'éradiquer cet esclavagisme moderne, qui n'a rien à envier aux temps reculés du Moyen Âge. Dans cette société dite « moderne », où l'État et ses complices, exécuteurs des basses œuvres tentent de maintenir une majorité de la population sous le seuil de pauvreté, il est grand temps d'en expurger le chancre: le capitalisme!

G. et J.

Les allumettes de Marinus

À QUELQUES exceptions près, nous sommes habitués à la « légèreté » des historiens professionnels qui ne craignent jamais d'empiler les contrevérités sur les erreurs factuelles quand ils se mettent en tête d'écrire sur les anarchistes ou sur ceux qui leur sont proches. Pierre Miquel vient d'en rajouter une couche en donnant son aval à la thèse d'un Makhno antisémite (voir les textes de Miguel Chueca dans le *Combat syndicaliste*, n° 255 de février 2003 et dans le *Monde libertaire*, n° 1313). Mais là n'est pas notre propos : nous souhaitons, ici, inviter celui qui pourrait encore l'ignorer à se pencher, le temps d'un livre, sur un mensonge répété à l'envi et dire que Marinus Van der Lubbe, l'incendiaire du Reichstag en 1933, n'était pas un provocateur mais un authentique militant ouvrier, partisan du communisme de conseils.

Quel intérêt de remettre au jour un acte politique, dramatique certes, du début des années 30, et geste au plus haut point symbolique, placé au cœur de l'histoire entre la terreur nazie et la calomnie stalinienne ? Le lecteur distrait aurait grand tort de négliger les *Carnets de route* de Marinus Van der Lubbe, qui incendia le Reichstag le 27 février 1933 et fut décapité le 10 janvier 1934 à Leipzig.

Il n'est pas de notre goût de critiquer l'inutilité de cette action passée ou d'exprimer notre sympathie réelle pour Marinus. Depuis longtemps, il me semble qu'il faut assumer notre histoire libertaire comme un tout, ce qui ne doit en rien nous empêcher d'imaginer d'autres modes d'action plus en cohérence avec nos buts.

D'ailleurs, même Pannekoek, théoricien du communisme des conseils, s'est interrogé sur la pertinence de « l'acte personnel ». « Peut-il être un signal, un coup de pouce qui met en mouvement cet immense combat par un exemple radical ? » Pour lui, la conception de l'acte exemplaire se rattache encore à une conception bourgeoise du chef, « du chef qui se désigne lui-même et qui par son action entraîne les masses passives » (p. 73).

Les anarchistes, en revisitant les textes de ces communistes-là, ne perdraient pas leur temps : on ne me fera pas croire que notre Bible est close et qu'il ne faut pas relire les apocryphes.

Yves Pages et Charles Reeve qui présentent l'ouvrage ont pris grand soin de replacer le geste de Marinus, qui se voulait une protestation, dans la période triomphale de la montée électorale du nazisme. Ainsi, d'abord, nous tracent-ils à grandes lignes ce que fut le socialisme hollandais (Marinus naquit à Leyde) marqué par la personnalité libertaire de Domela Nieuwenhuis. Par ailleurs, sont détaillées les contradictions de la politique des bolcheviques russes et les complexités avérées des sociaux-démocrates allemands.

Par un acte de violence individuel, contre un bâtiment déjà investi par les nazis (Hitler est nommé chancelier du Reich le 30 janvier 1933), Marinus avait pour ambition de réveiller un mouvement ouvrier en totale léthargie, divisé qu'il était par les mots d'ordre contradictoires de la direction communiste et anesthésié par la passivité de la social-démocratie. Les militants « conseillistes », en 1932, prônaient quant à eux des « actions minoritaires, violentes ou non, censées radicaliser la lutte de classe » (p. 51).

Au lieu de l'« étincelle qui peut causer l'explosion », pour rallumer les énergies, le geste de Marinus servit de prétexte à la répression, et plusieurs milliers de militants et de permanents communistes (et autres) furent arrêtés et conduits dans les locaux des Sections d'assaut alors que la farce électorale continuait sans eux.

Si, d'un côté, Manuïlsky, à la 11^e session du comité exécutif du Komintern, déclarait : « Dans le but de décevoir les masses, les sociaux-démocrates proclament délibérément que l'ennemi principal de la classe ouvrière est le fascisme. Il n'est pas vrai que le fascisme de type hitlérien représente l'ennemi principal. » Jan Valtin, autre communiste de parti, décrit dans son *Sans patrie ni frontière* la valse-hésitation entre « la collaboration directe avec les mouvements hitlériens et l'embuscade meurtrière contre les détachements isolés de SS » (p. 278).

D'un autre côté, on aura grand-peine à comprendre, à admettre, l'immobilisme du parti social-démocrate si on a oublié qu'il « avait conquis le pouvoir en 1919 en s'alliant avec le complexe militaro-industriel » (p. 279) pour écraser dans le sang les différentes républiques de conseils.

Cette division fratricide de la classe ouvrière, privée de la moindre espérance, explique simplement sa résignation profonde, et les allumettes de Marinus se sont révélées un bien dérisoire remède.

Mais le projet des auteurs est aussi de combler un gouffre d'ignorance, orchestré autant à gauche qu'à droite, et de dire les mensonges des propagandes nazies, staliniennes et social-démocrates, associées de fait. Surtout, il s'agit de rendre sa vérité à un militant communiste intègre, opposé à la ligne officielle des communistes de parti, à un homme qui défendait au contraire l'autonomie et l'auto-organisation des luttes et la spontanéité.

Cette vérité aurait très tôt pu être dévoilée : le comité hollandais de défense de Marinus publia dès après son exécution les divers écrits de l'incendiaire dans un *Livre rouge* qui ne trouva jamais d'éditeur en langue française. Seul André Prudhommeaux en publia des extraits dans la *Revue anarchiste*.

André
groupe de Montreuil

Marinus Van der Lubbe,
*Carnets de route de l'incendiaire
du Reichstag*, Paris, 2003,
Verticales, 304 p., 18 euros.



Marinus Van der Lubbe

Une école du troisième type

Jean-Marc Raynaud

LLORSQUE, après l'avoir feuilleté, j'ai acheté le livre de Bernard Collot¹, je pensais qu'il me faudrait une bonne semaine pour en venir à bout. Plus de trois cents pages, un certain nombre de graphiques avec des flèches dans tous les sens, pas de photos, une mise en page austère, etc., ça incite à penser, en effet, qu'on n'est pas en présence d'un polar et qu'il va falloir s'accrocher aux branches. Ce livre, pourtant, je l'ai lu d'une traite!

Bernard Collot, comme beaucoup, est entré à l'École normale par hasard (« pour ne pas être à la charge des parents »). En 1961 (second poste), il s'est retrouvé nommé en milieu rural (des enfants de 8 à 14 ans, deux classes, six cours). Passablement désorienté comme tous les débutants. Avec cependant l'envie de faire et de bien faire. Mais faire quoi et comment? Il s'est mis à chercher. À aller voir. Et ce fut (encore) le hasard d'une rencontre avec un instit Freinet, les CMEA², l'USEP³, etc. Et, à chaque fois, dans la foulée, l'aventure du tâtonnement, de l'expérimentation. En 1963, c'est la réalisation du premier restaurant d'enfants en milieu rural. En 1964, les premières rencontres USEP pendant le temps scolaire (« Et qui plus est, autogérées »). En 1965, les premières expériences d'apprentissage massif (à l'échelle d'un département) de la natation dans un grand bassin et la création du premier « réseau d'écoles rurales ». En 1966, l'ouverture de la classe aux parents. En 1970, participation au démarrage « des circuits de correspondance mutuelle » dans le mouvement Freinet. Puis, ce fut la ruée sur les photocopies, les magnétophones, les montages diapos, le super 8, etc., et autres outils à même de faciliter et de densifier des relations d'échanges de toutes sortes. À partir de 1985 commençait alors la conquête de l'Ouest informatique. La mise sur pied d'un serveur indépendant (Marelle). La multiplication de l'échange d'informations entre classes. Le bouillonnement, via l'utilisation du réseau, de projets de toutes sortes (dont l'incroyable course nationale des haricots).

« Même les plus libertaires d'entre les libertaires n'ont jamais été aussi loin dans la formulation et la mise en œuvre d'une école de la liberté, de l'égalité et de l'autogestion, faisant corps avec la société tout entière jusqu'à s'y dissoudre en tant qu'institution. »

* Comme on le voit, jusqu'à son départ à la retraite, en 1996, Bernard Collot n'est pas resté les deux pieds dans le même sabot de la routine, du conformisme, du rabâchage ou du glandisme qui sont le lot commun de tant d'enseignants. Pendant trente-sept ans, il n'a cessé de courir!

Mais après quoi?

Au début, il ne savait pas très bien. Le hasard (toujours) l'avait plongé, pieds et poings liés de désarroi, dans le milieu rural de ses classes uniques (hétérogènes); ses interrogations se résumaient à celles d'un artisan désireux de bien faire son ouvrage, autrement dit, permettre aux enfants d'apprendre à lire, à écrire, à compter au rythme du bonheur d'être. Sur ces bases, il pouvait difficilement ne pas rencontrer la pédagogie Freinet et les autres méthodes « actives ». Et (en toute logique, c'est-à-dire pas complètement par hasard) il les a rencontrés. En empruntant ici ou là. De manière ponctuelle. Pragmatique. Méfiant par rapport aux grands discours. Ouvert à tout ce qui concrètement pouvait faire avancer le schmilblick.

Bref, Bernard Collot aurait pu rester *ad vitam aeternam* un de ces trop rares touche-à-tout de l'expérimentation pédagogique, le nez sur le guidon, condamné à pédaler sans fin dans le champ clos d'une course orpheline sinon de sens du moins de stratégie.

Et puis, et puis, il y eut, en 1989, la fameuse mission Maugeat « qui prônait et mettait en route l'éradication des classes uniques considérées comme... archaïques. Ce qui a fait sortir une poignée d'enseignants de leur bois avec qui j'ai créé les Centres de recherches des petites structures et de la communication ». « Et, j'ai, à partir de cette date, pris mon bâton de pèlerin pour défendre et expliciter l'intérêt de l'hétérogénéité, d'école en école, de congrès en colloque, d'université en IUFM, de Lisbonne à Moscou ».

De « simple » artisan à l'horizon « borné » par l'établi et l'atelier, Bernard Collot va donc peu à peu, en réaction à l'événement (trois crétiens serviles chargés de

dégraissier le mammouth avant l'heure en orchestrant des regroupements scolaires dans le seul but de réduire le nombre de postes d'instits. Trois classes uniques à 14 élèves impliquant trois postes d'instits tandis que regroupées en deux classes ça ne fait plus que deux postes), s'engager sur le chemin de la militance et de la théorisation.

Bien avant les travaux de Françoise Cœurard (1993), d'Alain Mingerat ou le film *Être et avoir*, il va, en effet, démontrer que les résultats obtenus par des classes uniques étaient supérieurs à ceux des classes de niveau.

Mieux, non content de casser le mythe d'une école du premier type « qui était celle, avec ses niveaux homogènes, ses rangées élèves, un maître maîtrisant emploi du temps et progressions, des élèves exécutant le plus exactement possible des consignes », il va également démythifier l'école du second type « qui est celle des méthodes actives où les élèves y sont moins passifs, où le maître fait appel à leur motivation, cherche par tous les moyens à rattacher son enseignement à la réalité, mais où l'enseignant en reste le véritable acteur », et promouvoir l'école du troisième type « où c'est la présence des enfants dans un groupe et dans un environnement réels qui entraîne les processus d'apprentissages et la construction des langages et où ce n'est plus l'enseignant qui déclenche les processus ».

Et c'est, tout naturellement, qu'au cours de ses dix dernières années d'enseignement, il en est arrivé « à une école sans horaires, sans cahiers, sans leçons, sans programme, sans évaluation, dans un espace occupé en permanence dans sa totalité, ouvert aux enfants et aux adultes, de jour... comme de nuit, en période scolaire ou pendant les vacances. Une école publique ordinaire, avec des enfants ordinaires, des parents ordinaires, une municipalité ordinaire... et un instituteur fonctionnaire ordinaire et conscient de ce qu'on attend

de lui, c'est-à-dire responsable. Ce que j'ai appelé une école de troisième type. Ce qui m'a conduit aux portes des utopies des Illich (une société sans école) ou des Serres (la société pédagogique) ».

Ce livre nous raconte tout cela. Cette aventure pédagogique, éducative et humaine à nulle autre pareille (même les plus libertaires d'entre les libertaires, et je pense bien sûr à l'école libertaire Bonaventure⁴, n'ont jamais été aussi loin dans la formulation et la mise en œuvre d'une école de la liberté, de l'égalité et de l'autogestion, faisant corps avec la société tout entière jusqu'à s'y dissoudre en tant qu'institution). Et il nous la raconte avec des mots simples et un cœur gros comme ça.

On l'aura donc compris, ce livre est un véritable événement car il ouvre des perspectives théoriques et pratiques à tous ceux et toutes celles qui pensent que la meilleure façon de lutter contre le démantèlement actuel du service public d'enseignement c'est encore d'être capable de proposer mieux que ce qui existe.

Dans le petit mot qu'il nous a envoyé à Thyde Rosell et à moi-même, à l'occasion de la sortie de son livre, Bernard Collot écrivait : « Une école libertaire ne relèverait même pas de l'idéologie mais tout simplement du biologique. »

Merci à Bernard Collot de s'être attaché à démontrer cette évidence. **J.-M. R.**

1. Bernard Collot, *Une école du troisième type ou « la pédagogie de la Mouche »*, L'Harmattan, 330 p., 26,50 euros. Rajoutez 10 % pour le port. Disponible à Publiclio.

2. Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation actives.

3. Union sportive de l'enseignement primaire pré-nant une conception du sport sans compétition.

4. *Bonaventure, une école libertaire*, éditions du Monde libertaire, 180 p., 9,15 euros.



Billets quotidiens

AUTEUR D'UNE ŒUVRE littéraire reconnue dès la sortie de ses premiers romans, le *Serpent* (1945) et *l'Île des condamnés* (1946), Stig Dagerman (1923-1954) adhère dès la fin de ses études secondaires au mouvement de jeunesse de la *Sveriges Arbetares Centralorganisation* (SAC), la confédération anarchosindicaliste suédoise où militait son père, un ouvrier carrier.

Il collabore sa vie durant au journal de la SAC, *Arbetaren*, et dirige sa page culturelle de 1943 à 1946, puis à partir de 1950. Il écrit des centaines d'articles sur l'actualité culturelle, politique et sociale (*La dictature du chagrin*, 2001). Chaque jour, il y publie également un court poème satirique. La polysémie de son titre original peut s'entendre aussi bien comme « billets quotidiens » que comme « billets de Dag(erman) » ou, enfin, « donner un coup sur la gueule à quelqu'un ». Dagerman ne cesse d'y dénoncer et d'y ridiculiser toutes les formes de la bêtise humaine, en commençant par celle des assis et des puissants. Les thèmes des billets abordent la vie des humbles et leurs humiliations quotidiennes, mais aussi les questions d'actualité les plus diverses. Ainsi évoque-t-il le cas d'un Noir américain qui, après avoir échappé à la chaise électrique parce que le bourreau était ivre, doit y retourner... Ou encore, il se solidarise avec les fusillés de Franco et les ouvriers révoltés d'Allemagne de l'Est, se demandant au passage si Marx et Engels auraient pu être fiers d'un régime qui envoyait des chars contre les travailleurs... Après le naufrage d'un navire, il évoque les victimes du profit de la « grande patrie des armateurs ».

En filigrane de nombreux billets, l'idée de la mort est souvent présente. Deux ans avant de se supprimer, il écrivait que « le suicide est la seule preuve de la liberté de l'homme ».

Charles Jacquier

Stig Dagerman, *Billets quotidiens*, traduit du suédois par Philippe Bouquet, Grenoble, Cent Pages, coll. Cosaques, 2002, 92 p.

Créativité, inventivité, *poiésis*

« L'homme est un travailleur, c'est-à-dire créateur et poète. »
(P.-J. Proudhon, Système des contradictions..., tome II, p. 361).

« La poésie doit être faite par tous », écrit aussi Lautréamont.

André Bernard
Philippe Garnier



Bruno Montpied : Insondable

EN PRÉAMBULE, nous voudrions dire que l'Art, avec un grand A, ne devrait pas être, principalement, le sujet de ce numéro 11 de Réfractations. Notre projet n'a pas l'ambition de nous lancer dans une critique de l'art et des artistes car d'autres l'ont fait bien avant nous (les dadaïstes, les surréalistes, les situationnistes).

Nous recherchons, plus simplement, à replacer le « faire » des artistes dans le champ général de la créativité et de l'inventivité sociales, dans le « faire » (la *poiésis*) propre à tout un chacun.

Nous affirmerons que tout être humain porte en lui une pensée inventive, un imaginaire, un potentiel de créativité, certes variable selon les individus, mais qui est annihilé, étouffé, stérilisé quand se mettent en place des statuts particuliers de cloisonnement, quand on enferme un inventeur quelconque dans sa spécialité.

Le champ du social, pour nous, devra être le lieu par excellence de l'activité de l'imaginaire. De même, nous ajouterons que notre vie peut s'inventer au jour le jour, lors de toute rencontre vraie, y compris dans le faire de l'amour; et qu'elle peut être élevée à la hauteur d'une œuvre d'art par un travail sur soi. Nous redirons après Fernand Pelloutier que nous voulons être « des amants passionnés de la culture de soi-même ».

Notre critique sera critique de la séparation, parallèle à celle du morcellement des tâches comme dans le travail à la chaîne, et ce par rapport à toute œuvre, quelle qu'elle soit.

Comme nous critiquons le travail quand il est salarié, nous critiquons l'art quand il est marchand; pour privilégier l'« activité gratuite » et généreuse. On nous dira qu'« il faut bien vivre! ». Sans doute, mais pas n'importe comment. Est-ce « vivre » que de s'abrutir à un travail imbécile en échange d'une intégration médiocre et précaire dans la société du capital? Parvenir, non plus, ne peut satisfaire notre raison de vivre.

Vivre de son art, vivre de sa plume, vivre de sa truelle, vivre de ses traductions ou de son savoir en telle ou telle activité peut se discuter.

Le métier de bourreau, même si ce dernier est très habile, n'est-il pas haïssable? De même le scientifique quand il participe à des œuvres de destruction? Que dire du métier de politicien, professionnel du pouvoir et de la fausse promesse sociale?

En revanche, il est difficilement contestable de mettre en question la nécessité de la pratique professionnelle du médecin, du plombier, de l'architecte, du jardinier, etc.; et il est sans doute impossible de faire l'unanimité quant à la valeur d'une œuvre d'art quelconque. Et qu'en est-il de l'utilité sociale de cette dernière?

L'ouvrier, les gens de métier, seront plus ou moins compétents et efficaces; apprécier une production « artistique » quelconque relève de la subjectivité de chacun et de sa culture.

Il importera donc, quand même, de ne pas limiter la créativité à l'art ni d'opposer l'art à la vie quotidienne, au travail et à toute activité

Le n° 9 de Réfractations intitulé « Au-delà de l'économie, quelle(s) alternative(s) ? » a paru au cours de l'automne-hiver 2002.

Le numéro 10, « Les anarchistes et l'Internet » est chez l'imprimeur et doit paraître début mai 2003. Le numéro 11, que nous souhaitons intituler : « Créativité, inventivité, *poiésis* », doit paraître en octobre 2003.

sociale; ce serait accepter la séparation, étant entendu que, dans la société actuelle, le travail est essentiellement aliénant pour la grande majorité et ne favorise en rien la créativité.

Cette séparation, que nous constatons, n'est qu'une conséquence de l'état actuel de la société hiérarchisée et injuste qui est la nôtre, et que nous voulons révolutionner, mais que le capitalisme dans ses stratégies sait gérer au mieux, et où il montre son habileté à contrer nos combats. Même si la créativité et l'inventivité sont en tous lieux sous-jacentes et prêtes à exploser à la gueule du capital et de l'État, ces derniers ont compris que ces forces vives pouvaient être retournées, détournées et canalisées à leur profit. L'ouvrier, au plus bas de l'échelle sociale, qui sait trouver le geste économisant sa force et qui sait inventer une meilleure « façon de faire », verra rapidement son geste récupéré par le capital.

Par ailleurs, la séparation renvoie à l'individualisme quand chacun est coupé des autres (donc vulnérable à toute manipulation du pouvoir).

Freiné, paralysé, asphyxié, dévoyé ou seulement endormi, l'imaginaire, s'il n'est pas complètement anéanti, peut se réveiller, se libérer à tout moment. L'explosion sociale a souvent surpris les plus prévenus.

Dans ce champ du social, assoupi par la désespérance et l'ennui, surgissent à heures irrégulières des mouvements de révolte que personne n'attendait; profitant d'un vide étiatique provisoire, d'une crise qui paralyse les nœuds du pouvoir, une brèche s'ouvre, une capacité organisationnelle à la base s'élançait et montre sa puissance. L'imagination prend le pouvoir, selon le slogan de Mai 68.

Mais l'imaginaire prendra aussi les chemins les plus inattendus: ainsi la frénésie créative des artistes dits « bruts » qui se lancent à corps perdu dans des réalisations étranges la retraite venue. Dans les hôpitaux psychiatriques, quand les malades ne sont pas assommés de médicaments, on peut voir se développer des activités « artistiques » nullement empêchées par l'obligation de gagner son pain tout au long du jour.

Le projet anarchiste d'une société autre porte en lui le refus de cette séparation: à nous d'abolir ce qui stérilise la pensée des femmes et des hommes et nous appauvrit tous!

S'il est plus valorisant d'être l'orateur que l'on vient écouter plutôt que celui (ou plutôt celle!) qui va balayer la salle et ramasser les mégots; même si l'ego de l'artiste trouve son compte à recevoir des compliments, et des commandes, lors d'un vernissage, etc., l'anarchiste, parce qu'il porte un nouveau monde en lui, ne peut se satisfaire de cette répartition des rôles établis comme de toute éternité (cf. la tripartition de Dumézil).

Ce que nous voudrions ainsi mettre en avant, c'est l'inventivité, la créativité, le « faire », l'œuvre, la poésie, qui se manifeste non pas seulement dans ce que l'on a coutume de nommer les arts plastiques comme la pein-

ture, la sculpture, la musique et le chant, et aussi le théâtre, mais dans tous les actes de la vie quotidienne comme au niveau des métiers, du travail (disons de l'« activité humaine » pour ceux qui associent le travail au tripudium, à la torture) mais aussi dans l'inventivité que manifeste l'être humain dans sa sociabilité.

Sont qualifiés d'artistes d'abord ceux qui ont réussi dans le présent à vivre de leur art: ils sont reconnus. Les autres seront rangés dans la catégorie des « maudits ». L'utilité sociale de l'artiste n'est pas à questionner. L'art ne doit pas « servir » ni être au service d'une quelconque idéologie ou d'un pouvoir: il se nierait privé de son absolue liberté. Car l'art est l'activité libertaire par excellence; c'est une recherche pure, paraissant inutile au premier venu; c'est une fenêtre ouverte sur l'inconnu, sur l'aventure, sur la découverte...

Les artistes, auparavant souvent anonymes et confondus avec les artisans, en réussissant, en « parvenant », ont gagné une autonomie qui a creusé un fossé entre eux et le reste de la société. La spécialisation s'installe dans ce domaine, comme dans bien d'autres d'ailleurs. Puis leur production « reconnue » devient marchandise, comme n'importe quelle production, plutôt que « jeu » gratuit et expression du plaisir...

Ainsi nous critiquerons les notions d'« art » et d'« artistes » dans la mesure où se déploient des activités qui séparent et qui portent en elles tout ce que nous critiquons dans le capitalisme, qui, d'un côté, valorisent exagérément ceux qui créent et, de l'autre, dévalorisent ou marquent une distance envers ceux qui regardent, ceux qui écoutent, ceux qui lisent, en bref ceux qui consomment les productions « artistiques » ou « littéraires » et qui se croient, eux, incapables, impuissants ou si peu habiles à l'expression, intellectuellement, sensiblement et plastiquement.

Pour autant, il ne s'agit nullement de prôner un égalitarisme primaire des qualités: il y a en effet des individus plus doués que d'autres pour telle ou telle activité. Il s'agit seulement de remettre les choses à leur juste place.

Le phénomène de la séparation n'est pas propre à l'artiste: tel chirurgien devient « le grand professeur », tel cuisinier devient « grand chef » avec un statut financier qui augmente avec sa notoriété. Tel écrivain



Cassio, 1991

produira un best-seller appuyé par une maison d'édition bien placée sur le marché de la vente.

Mais pourquoi réduire l'inventivité à l'art ? Les notions de créativité et d'inventivité, prises globalement, nous permettront d'échapper aux notions d'esthétisme, de beau et de laid pour mettre en avant ce qui dérange, ce qui émeut, le sensible, l'éthique, etc.

La science elle-même, œuvrant pour le bien-être ou pour la destruction, ne peut progresser sans ces qualités d'imagination, et d'inventivité.

Le travail, comme nous l'entendons, n'est pas obligatoirement associé à l'exploitation de celui qui produit. Le travail quand il se présente dans ce qu'il a de désagréable reste, certes, une nécessité à partager entre tous. Il s'agit donc moins de condamner les artistes, patentés ou en devenir, que de célébrer, de valoriser, de cerner ces « qualités » chez d'autres que les préjugés sociaux négligent ; il s'agit de traquer l'effervescence créative et, au final, d'inventer une vie à venir.

Il n'en reste pas moins qu'il nous faut essayer de définir, du moins de délimiter, ce que nous entendons par ces deux mots : inventivité et créativité, qualités essentiellement humaines ; avec la réserve toutefois, ou plutôt le refus, de mettre une barrière infranchissable entre notre monde et le monde animal.

Ainsi, nous voudrions pouvoir dire : « Beau comme un syndicat en train de se créer ! Belle comme une roue de bicyclette ! Belle comme l'assemblée générale d'un conseil ouvrier ou d'un comité d'autogestion ! Belle comme une collectivité libertaire dans l'Espagne de 1936 ! Beau comme un champ labouré ! Belle comme la Commune de Paris ! », etc.



Notre ambition a pour objet rien moins
que de réenchanter le monde
en refusant de réduire à l'état de marchandise
les produits de l'inventivité
et de la créativité humaines.
Il s'agit d'exalter une poésie sans limites.

Mais qui dira ce qui étouffe la créativité ? Qui dira ce qui la libère ? la favorise chez l'individu, dans la société ? Une œuvre est-elle réussie quand elle donne à l'autre l'envie d'inventer dans son propre champ ? La liberté créative ensemence-t-elle une autre liberté dans l'esprit de celui qui regarde ?

Pour ce qui favorise la création, nous pointerons deux attitudes à première vue incompatibles, du moins pas simultanées.

D'un côté, le travail libre, la connaissance et la culture, l'acquisition du savoir-faire avec le temps, le coup de main (la facilité à faire), etc. De l'autre, l'inactivité et le loisir quand ils laissent la place à l'inconscient qui trouve la solution dont le conscient trop encombré ne peut plus accoucher.

Il semble important d'abandonner certaines œuvres à leur inachèvement, ouvertes, avec un vide, une trouée qui laissera la place à l'inattendu afin qu'advienne la rencontre créatrice. Et si, après réflexion, on veut encore mettre en exergue « l'œuvre d'art qui compte », c'est en considérant qu'elle est une stimulation à la liberté d'entreprendre autre chose.

Ainsi avons-nous tenté de circonscrire notre propos. Maintenant, nous adressant à ceux (éventuels participants à ce numéro de Réfractions) qui voudraient rebondir sur ce texte préliminaire, nous proposons d'ouvrir le débat pour développer tel ou tel point. Il leur sera loisible d'agréer notre démarche ou, au contraire, de la mettre en péril et de produire des textes critiques.

Bien sûr, pour que votre éventuelle contribution soit publiée dans la revue, il faudra que la commission responsable de ce numéro l'accepte. Il ne vous est donc pas interdit afin d'éviter tout malentendu, de prendre des contacts préparatoires...
A. B. et Ph. G.

refractions@plusloin.org

Coordination du numéro
André Bernard : andre.bernard4@libertysurf.fr
Philippe Garnier : garnier12@wanadoo.fr
ou
Poésies, le Monde libertaire,
145, rue Amelot, 75011 Paris.

Bernard Thomas-Roudeix : Paysage breton 1991

Dimanche 13 avril

Paris 11^e

Nicolas la Canaille, grand spectacle historique et musical pour ogre de barbarie, guitare et grande gueule! Avec Riton la Manivelle. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire à 17h30. PAF: 5 euros.

Mardi 15 avril

Paris 18^e

Débats à la bibliothèque la Rue Face aux seigneurs du G8, comment développer des pratiques d'entraides (Nord-Sud, Est-Ouest) égalitaires et libertaires, l'exemple de l'Éducation avec Thyde Rosell à 20h30. 10, rue Robert-Planquette. M° Blanche ou Abbesses

Samedi 19 avril

Le Havre

Le Libertaire (groupe anarchiste Jules-Durand) organise une fête libertaire - buvette rencontre, tables de presse - à partir de 20h30 à la salle des fêtes de Gravelle, rue de Verdun. Participation: 3 euros.

Samedi 26 avril

Paris 11^e

Forum à Publico avec Marie-Claire Calmus, auteure de L'œillet d'Aveiro à 16h30. 145, rue Amelot (M° Oberkampf ou République)

Paris 18^e

Débat à la bibliothèque la Rue sur Féminisme et anarchie avec Jocelyne Guilleminot-Arlès, militante féministe du groupe Louise-Michel à 16 heures, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses. Entrée libre!

Dimanche 27 avril

Paris 10^e

Le Collectif anti-expulsions vous invite à agir contre les expulsions: rendez-

vous à 11 heures gare du Nord (quai du RER B, direction Roissy)

Jeudi 1^{er} mai

Saint-Étienne

Manif du 1^{er} mai: rendez-vous devant la Bourse du travail. Un horaire précis sera donné sur le répertoire de la CNT (0477257804). La manif sera suivie d'une Street Party organisée par le Collectif des résistances avec la participation d'Alternative system (tekno) et de Massa sound krew (Ragga / Hip-Hop)

Vendredi 2 mai

Paris 18^e

Unity Rockers Sound System! Funk the Punk party avec les DJ's King Martov et Skactiviste. De 21 h à 2 h du mat' à l'Omadis, 43, rue Doudeauville (M° Château-Rouge). Entrée libre.

Dimanche 4 mai

Paris 11^e

le CSPCL invite à une discussion sur la situation au Chiapas au retour de la délégation - partie en avril - à 14h30 à la Passerelle, 3, rue Saint-Hubert (M° Saint-Maur): compte rendu de voyage, vidéos, musique; entrée libre.

Du samedi 17 au

dimanche 25 mai

Bordeaux

Semaine anniversaire des 40 ans de l'Athénée libertaire du 7, rue du Muguet à Bordeaux (au programme: concerts, théâtre, débats, chansons, poésie, littérature...)

Samedi 17 mai

Paris 18^e

Débat à la bibliothèque la Rue sur Des polars et des

ans avec Éric Lavallade, spécialiste du polar à 16 heures, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses. Entrée libre!

Samedi 14 juin

Paris 18^e

Rencontre à la bibliothèque la Rue avec Lucio (l'irréductible), 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses. Entrée libre!

Copinage

Fred Alpi

Prochains concerts:

Dimanche 13 avril à 15 heures au théâtre Sylvia-Monfort, parking de La Poste, 95300 Saint-Brice-sous-Forêt.

Samedi 10 mai à 16 heures à la Fnac Reims, Espace Drouet-d'Erlon, 51000 Reims.

Samedi 17 mai à 20h30 au Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar, 59000 Lille.

Chanson Boum sur France Culture

Mercredi 19 mars de 21 heures à 22 heures.

Plus d'informations sur le site Internet www.fredalpi.com

Contact: Nidstång, BP 6222, 75062 Paris cedex 02
Tél: 01 42 21 00 85
Fax: 01 42 21 45 01

Contact Presse: Sissi KESSAI ou MALAIKA
Tél: 06 60 76 79 10
sissi.kessai@free.fr

agenda

Radio libertaire

Jeu 10 avril

Si vis pacem : à 18 heures, pour un théâtre sans armées avec comme invité Les Pieds sur scène.

Epsilonia : à 21 heures, en direct de la salle Montreuilloise « Les Instants chavirés », concert d'une série de trois, intitulée « Poison d'avril ».

Vendredi 11 avril

Enjoy polar : à 12 heures, spéciale premier roman avec Stéphanie Estournet (Mythologies souterraines, Série noire) et Maïté Bernard (Fantômes, Série noire).

Samedi 12 avril

Chroniques rebelles : à 13 h 30, 1953, un 14 juillet sanglant de Maurice Rajsfus avec l'auteur.

Bulles noires : à 17 heures, Thierry Groensteen, critique de bandes dessinées (ex-rédacteur en chef d'une version des Cahiers de la Bande Dessinée et ex-directeur du musée national de la bande dessinée d'Angoulême).

Mardi 15 avril

Pas de quartiers : à 18 heures, face aux seigneurs du G8, comment développer des pratiques d'entraides (Nord-Sud, Est-Ouest) égalitaires et libertaires, l'exemple de l'éducation avec Thyde Rosell.

Mercredi 16 avril

Le Manège : à 14 heures, avec Franck Secka pour *Le garçon modèle et La ferme hallucinante* aux éditions du Rouergue avec Claire Franek illustratrice.

Jeu 17 avril

Si vis pacem : à 18 heures, Tchernobyl an XVII. Nucléaire civil ou militaire, mêmes catastrophes.

Samedi 19 avril

Chroniques rebelles : à 13h30, la revue *Réfractons* n° 9. Au delà de l'économie : quelles alternatives ? avec Jean-Jacques Gandini et Ronald Creagh.

Dimanche 20 avril

Des mots, une voix : à 15 h 30, avec Éric Jourdan pour son roman *Pour jamais* sorti aux éditions Joëlle Losfeld.

89,4 MHz
en région parisienne

Forum Léo-Ferré

24 avril : chanson, avec **Christiane Courvoisier**.

25 et 26 avril : lecture-spectacle, avec **Jean-Luc Debattice** dans « Hugo en colère », extraits choisis de *Châtiments* de Victor Hugo. Au violoncelle, Anaïs Moreau.

27 avril : à 15 heures, **gala de l'Union pacifiste**, avec Nathalie Solence, Vania Adrien Sens, Josette Kalifa, Catherine Waldteufel, Wladimir Anselme, Tristan Ederm Vaquette.

Du 1^{er} au 3 mai : chanson, avec **Allain Leprest**, accompagné au piano par Jean-Louis Beydon ou Nathalie Miravette.

Du 7 au 10 mai : le **Forum a 2 ans!** À 18 h 30, Exposition de gravures de Bernard Cochet « les Gueules du Forum », puis **Cabaret nomade**, avec Annick Cisaruk, Hélène Hardouin, Josette Kalifa, Annabel & Jorge Migoya, Renn Lee, David Légitimus, Parker & Yannovsky, Laurent Valéro, etc.

14 et 15 mai : Chanson et textes, **Et Basta**, avec Annick Cisaruk, Benjamin Legrand et Alain Aurenche.

16 et 17 mai : chanson, avec **Jean Vasca** accompagné par Robert Suhas.

22 mai : chanson, avec **Monsieur Daniel**.

23 et 24 mai : chanson et poésie avec **Marcel Eglin**, avec la participation de Françoise Vincent.

30 et 31 mai : chanson, avec **Bernard Joyet**, accompagné au piano par Jean-Louis Beydon, avec en première partie **Clémentine**, accompagnée au piano par Isabelle Durand.

11, rue Barbès, 94200 Ivry. Ouverture des portes à 19 heures, spectacle à 20h30. Entrée : 13 euros, avec une consommation.

Café zapatiste !

LE CAFÉ en provenance de la coopérative zapatiste en rébellion Mut Vitz que vous avez été nombreux à précommander suite à l'article paru notamment dans le *Monde Libertaire*, à l'automne, arrive en Europe. Nous allons commencer à le distribuer en mai.

Pour ceux qui sont sur la région parisienne, nous organisons une distribution de ce café le samedi 24 mai au 33, rue des Vignoles, à partir de 14 heures jusqu'à 22 heures. Au programme, outre la distribution et la dégustation du café, débat, projection de film et musique acoustique.

Pour ceux qui ne pourraient pas venir, il y aura soit des livraisons, soit des permanences le mercredi soir aux Vignoles de 20 heures à 21 heures. Mais cela faciliterait les choses si un maximum de personnes pouvaient se déplacer le 24 mai.

Et, bien sûr, pas de panique pour ceux qui sont en province : on commence les envois en mai. Bon café!

François-Xavier
CSPCL

L'itinéraire Gaston Couté

du 10 mars au 10 mai

Samedi 12 avril à 20h30

La Chanson d'un gâs qu'a mal tourné par Alain René Georges, salle Sainte-Anne à Lorrez-le-Bocage (77). Exposition Gaston Couté à la mairie à partir de début avril. (01 64 70 52 74).

Du 17 au 19 avril

Sillon Sillage, avec Gérard Pierron, au théâtre La Flute enchantée, 65, rue Haute à Bruxelles. Réservations : 02 66 07 95 00 ou 04 74 28 82 69.

23 et 24 avril à 21 heures

Sillon Sillage, avec Gérard Pierron, au Limonaire, 15, cité Bergère à Paris. Réservations : 01 45 23 33 33.

Ni Bush Ni Saddam
**AGIR
CONTRE
LA GUERRE**
Groupe Libertaire Michel Bakounine
Fédération Anarchiste 17

Le groupe Bakounine de la Fédération anarchiste a édité une affiche contre la guerre en Irak (ci-contre). Elle est gratuite, il suffit de préciser le nombre d'exemplaires désiré et d'envoyer une contribution aux frais de port à Roger Noël, Les Colombiers, route de la Cotinière, 17310 Saint-Pierre-d'Oléron.

VAAAG

**village
alternatif
anticapitaliste
anti-guerres**

**tous et toutes à Evian
28 mai > 3 juin**

www.vaaag.org



Le 1^{er}, 2 et 3 juin 2003, se tiendra le sommet du G8 regroupant les chefs d'Etat des huit pays les plus industrialisés. C'est un endroit retranché qui a été choisi pour organiser cette réunion : Evian-les-Bains, ville située près des montagnes de Haute-Savoie. Un dispositif militaro-police d'envergure sera, sans doute aucun, mis en place afin de boucler la région lémanique et d'empêcher les manifestants d'accéder à la "zone rouge". Afin de ne pas renouveler les expériences des précédents contre-sommets et de se trouver dans un affrontement sans issue avec les forces de l'ordre, nous envisageons de construire un village aux abords du contre-sommet, un village placé sous une double bannière : anticapitaliste et anti-guerres.

Nous imaginons cet espace comme un lieu autonome d'action et de réflexion, un lieu en rupture avec le système marchand et avec le capitalisme, un lieu au sein duquel seraient mises en avant les pratiques collectives fondées sur l'autogestion et sur la démocratie directe. Ce village sera un laboratoire d'idées où seront organisés des débats, des forums – dont le forum des luttes sociales – et des manifestations liées à la contre-culture : concerts, théâtre, projections.

Ce village sera, enfin, le réceptacle des idées que nous défendons localement et quotidiennement – telle la liberté de circulation et d'installation – et proposera l'alternative d'une société dégagée de tout autoritarisme, capitalisme, racisme, fascisme ou sexisme. Si, vous aussi, vous voulez porter ce projet, nous vous invitons à nous contacter ou à rejoindre un collectif village.